35 KPIP
1100035
1100035

CHARLES ANDLER

Professeur au Collège de France

L'Humanisme travailliste

ESSAIS

DE PÉDAGOGIE SOCIALE

BIBLIOTHÈQUE DE « LA CIVILISATION FRANÇAISE »
PARIS
21, rue Visconti (VIe)
MCMXXVII

BIBLIOTEKA M.P.I.O.S.
35

AVANT-PROPOS

—

*Le premier des Essais qui vont suivre reproduit une série de huit articles parus, dans l'*Action Nationale *de M. Théodore Steeg, du 25 mars 1920 au 25 mars 1921. Le second réédite un discours de rentrée prononcé à l'ouverture des conférences de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, en novembre 1919, et avait paru dans la* Revue internationale de l'Enseignement supérieur *à cette date. Je pensais, faisant le parallèle des Universités allemandes et des Universités françaises d'après guerre, que les nôtres s'assureraient la supériorité d'une âme sociale plus généreuse. Cette attente a été tout à fait déçue ; et ce sont les Allemands au contraire qui ont fondé à Francfort-sur-le-Mein une* Académie du Travail *à laquelle nous n'avons rien à opposer, et à l'Université de Leipzig, sous la direction d'Hermann Heller, un* Séminaire de libre éducation populaire *qui, le premier, a publié de solides enquêtes de psychologie et de pédagogie ouvrières.*

L'enquête que je comptais moi-même amorcer

*par mes deux Essais a été rendue impossible par une longue maladie. Sous le nom d'*humanisme travailliste, *qui plaisait à Ernest Lavisse, se seraient groupées des études sans lien, qui auraient peu à peu formé un tout, sur la réforme sociale de notre enseignement à tous ses degrés. Cette réforme est conçue parfaitement aux États-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, et par quelques hommes en France. Je considérais les pages qui vont suivre comme un appel à ces hommes. Ainsi naîtrait peu à peu chez nous une pédagogie sociale, dont la doctrine jusqu'ici reste flottante et dont le nom même paraît une nouveauté.*

Les débats des dernières années sur l'enseignement secondaire, à la Chambre et dans la presse, ont mis aux prises nos classiques et nos modernes dans une querelle de boutique dont la misère fera l'objet d'un long étonnement plus tard. Une révélation cependant plus fabuleuse nous fut faite le jour où nous apprîmes que le parti socialiste n'a pas de programme propre d'éducation populaire. Si, par mésaventure, il avait à prendre le pouvoir il accepterait le programme des humanités gréco-latines élaboré pour l'élite de la démocratie bourgeoise. Le public français a assisté impassible à cette révélation. Il est apparu une fois de plus que notre socialisme n'est qu'un prolongement de la

démocratie, et non pas cette révolution profonde des esprits et des caractères qu'il promettait d'être et qui, fondant une structure intellectuelle différente et un équilibre nouveau des facultés, exigerait une préparation intellectuelle tout autrement conçue que celle de la bourgeoisie. Notre socialisme imagine que le peuple ouvrier a droit à sa part des richesses de tous, et partant de l'héritage intellectuel. Il ne fait aucun inventaire de cet héritage. Il se borne à en hâter l'échéance. Cela le dispense de toute pensée organisatrice nouvelle.

Il n'y a pas là seulement une erreur de tactique, mais, je l'accorde, un embarras qui tient profondément à la nature des choses. On a fait très peu de travaux sur la psychologie ouvrière. Il faut avoir vécu très près des ouvriers pour se rendre compte que ni leur volonté ni leur esprit ne sont faits comme ceux de la classe cultivée, et que pourtant les ressources qu'ils ont en eux en font les égaux de cette classe. Ni leur individualisme, ni leurs besoins de sociabilité, ni leur entente de l'intérêt commun ne les fait ressembler aux bourgeois. A ces besoins différents on veut que la doctrine socialiste usuelle suffise seule. Or, notre socialisme vit presque tout entier sur des notions vieillies et qui remontent au dix-huitième siècle. Et comment veut-on que la formation morale de notre population ouvrière soit acquise par l'étude

BIBLIOTEKA M.P.

de littératures créées pour des classes sociales très différentes, pour les hommes de la cité antique qui ne trouvaient rien à redire à l'esclavage, pour les grands seigneurs de l'ancien régime qui aimaient des formes d'héroïsme et de sagesse fort éloignées de celles qu'on peut demander à l'ouvrier contemporain ? Il suit de là que, de l'acquis intellectuel présent des divers peuples, de notables portions restent ignorées de l'ouvrier et qu'elles sont méprisées de lui quand on les lui découvre.

On s'en est bien aperçu en Allemagne, où déjà de précieuses monographies, comme celle de Mme Gertrud Hermes, (1) *se demandent par quelle culture on pourra remplacer, chez les ouvriers, la connaissance même de la grande tradition classique allemande, dont la démocratie socialiste allemande se croyait la continuatrice, mais qui, à l'expérience, se trouve si étrangement inassimilable par des travailleurs.*

Le présent petit volume tient compte à la fois de l'opinion socialiste arriérée de notre pays et de notre organisation universitaire actuelle, peu faite pour aborder ces difficultés neuves. Il essaie de stimuler le parti socialiste et il se fie grandement à la bonne volonté universitaire. Il ne faut

(1) Gertrud Hermes, *Die geistige Gestalt des marxistischen Arbeiters und die Arbeiterbildungsfrage.* Tübingen, 1926.

pas que notre classe ouvrière continue à végéter dans une condition intellectuelle diminuée, ni surtout dans ce singulier désarroi que l'on constate toutes les fois qu'elle commence à s'instruire. On ne peut laisser se prolonger le retard séculaire dont témoignent ses conceptions. Pas de danger plus grand dans une société où les ouvriers, habitués par leur vie même aux résolutions énergiques, sont appelés à gérer une part croissante du patrimoine social.

Je songe avec humilité au peu que j'ai pu faire pour définir l'humanisme travailliste nouveau. Paul Desjardins a généreusement pensé que ces Essais, qui me paraissaient périmés, méritent encore d'attirer l'attention. On voudra bien en retenir surtout la question qu'ils posent avec une inquiétude qui ne se refusait pas à l'espérance.

PREMIER ESSAI

LES INSTITUTS DU TRAVAIL DANS NOS UNIVERSITÉS

I

Précurseurs de l'Idée

Une idée était dans l'air, un frêle et volatil songe de guerre et d'avant-guerre. J'ai tâché de le saisir, de deviner quel souffle l'apportait, quel besoin profond il trahit. Dès 1918, un des quarante députés fondateurs de la *France libre*, un des rares élus que, malgré son clairvoyant attachement à la défense nationale et à la cause des démocraties alliées, la classe ouvrière de Paris n'a pas payé, d'ingratitude, Paul Aubriot, député de la Seine, parlait de demander aux Chambres une *Université du Travail*. Il ne m'a pas été donné de connaître ses idées. Je voudrais qu'il me fît l'hon-

neur de répondre un des premiers à l'Enquête que nous voulons instituer ici sur les problèmes de l'humanisme travailliste.

Je dois une mention toute reconnaissante à Pierre Hamp. Ce puissant écrivain a introduit dans la littérature l'enquête sociale précise. Il en a fait une forme d'art émouvante, sans qu'elle perdît rien de sa valeur d'information exacte. En mettant bout à bout, dans un ordre méthodique, les tableaux disjoints de son *Rail*, de son *Travail invincible*, de ses *Métiers blessés ;* en coordonnant les réflexions dont il les commente, on obtiendrait l'une des doctrines les plus originales et les plus cohérentes qu'il y ait dans la tradition sociale française. Un article de lui, l'an dernier, a lancé le mot de *Facultés du Travail.* (1) Je ne l'ai pas adopté, je dirai pourquoi. Mais je ne l'ai pas oublié. Et je souscris de cœur à sa profession de foi éloquente :

> L'éducation du peuple doit être la grande victoire de cette guerre. La création de Facultés du Travail, enseignant avec la même régularité que les Facultés de Droit ou des Sciences, est une obligation qui ne peut plus être longtemps différée. L'admission des ouvriers dans l'organisation et le contrôle de l'industrie et du commerce est inévitable. Mieux leur élite dirigeante connaîtra toutes les sciences nécessaires au travail, mieux elle assurera la prospérité des entreprises. (2)

(1) Cet article est reproduit dans *Les Métiers blessés*. (In-12 ; 368 p. Éditions de la *Nouvelle Revue française*, 1919, pp. 161-164.) Ajoutez dans le même livre les articles *Technique et Révolution* et le *Gouvernement ouvrier*.

(2) Pierre Hamp. *Ibid.*, p. 163.

Ces idées étaient suggérées à Pierre Hamp par le spectacle de la Révolution russe. Une grande espérance humaine de plus avait fait naufrage. Nous avions cru, quand la Révolution russe était venue, qu'il n'y avait plus rien d'impur dans l'Entente. Nous avons assisté alors, chez un de nos grands alliés, à un carnage de trois ans, dont on ne voit pas le terme :

> Le plus grave embarras de la Révolution russe n'a pas été l'élection des Soviets, mais la direction des usines. Beaucoup de patrons ayant fui, les ouvriers furent forcés de se diriger eux-mêmes, d'autres renvoyèrent les chefs de service pour se gouverner librement. La direction hebdomadaire des usines fut un de leurs plus regrettables désirs égalitaires. Ils créèrent le sergent de semaine de la fabrication. Cinquante-deux directeurs par an... Que peuvent devenir la fortune et le bien-être général dans une telle incompréhension de l'industrie ? (1)

Pierre Hamp ne veut pas dire que le peuple russe ait sombré dans le bolchévisme, parce qu'il n'avait pas de *Facultés de Travail.* On lui en aurait donné qu'il ne les aurait pas fréquentées. Mais s'il est vrai que « l'émancipation des travailleurs ne puisse être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », le premier degré de cet affranchissement devrait consister à affranchir l'esprit des ouvriers par la science. On peut affirmer que le vieil instinct de justice, qui, autrefois, a soulevé dans des insurrections historiques les masses ouvrières, associées à

(1) Pierre Hamp. *Ibid.*, p. 178.

toute la bourgeoisie, pour fonder les libertés modernes, reste vivant dans nos travailleurs. Cet instinct ne laissera pas péricliter ces libertés conquises sur le passé avec l'aide de la science bourgeoise. Mais pour élargir ces libertés jusqu'à l'entière émancipation sociale du plus grand nombre, il faut, cette fois, le savoir de tous. Pour assurer au peuple la part à laquelle il a droit dans la direction du travail, il faut l'instruire et le préparer à cette direction :

L'ignorance ouvrière, dit Pierre Hamp, est la plus grave maladie du travail français... Les sauveurs de la prospérité publique seront les syndicalistes studieux qui connaîtront le mieux les choses de leur métier. (1)

***

Il y avait quelque temps que notre syndicalisme commençait à s'en douter. Elle est de 1912-1913, cette grande série d'articles insérée par Albert Thierry, dans la *Vie ouvrière*, qui s'achevait par une étude sur l'*Éducation générale supérieure*. (2) Entendez une éducation générale supérieure donnée à des ouvriers ; entendez, comme le disait ce jeune instituteur syndicaliste, des « humanités ouvrières ». Il prononce le mot d'*Université syndicale*. L'idée qu'il en avait n'est pas à confondre avec ces Universités populaires, dont le pullulement avait surgi d'une violente crise et qui se sont fanées une à une, quand fut passée l'ondée d'orage d'où elles étaient nées. Les Universités populaires se proposaient une humble vulgarisation. Elles ont dû disparaître parce qu'elles n'étaient pas enracinées dans les métiers :

(1) Pierre Hamp. *Ibid.*, p. 179.

(2) Albert Thierry. *L'Éducation générale supérieure. (Vie ouvrière*, du 5 septembre 1913.)

L'éducation générale supérieure s'adresse à des apprentis instruits, non pas à des illettrés ni à des ouvriers sans métier... L'*Université syndicale* est expressément unifiée par le métier, organisée par le prolétariat, dévouée aux jeunes gens, aux jeunes filles, qui, restant dans le peuple, veulent cependant s'affranchir de l'ignorance et des préjugés du peuple... Elle prendra donc la suite de l'école primaire au cours de l'apprentissage même ; elle le prolongera sur la vie par la réflexion et la morale. (1)

Selon Albert Thierry, au siège de chaque Union départementale, les syndicats ouvriers devraient offrir à l'apprenti formé, déjà maître de son métier, un « cours régulier, gratuit, et suivi dans un esprit populaire, où il complètera, par la technologie, l'économique, la sociologie, son éducation citoyenne et son éducation révolutionnaire ». (2) Albert Thierry aime le vocabulaire de la Révolution. Mais la Révolution, pour lui, n'a pas été une émeute politique, « le tumulte d'un jour, grandiose et criard », c'est-à-dire « moins que rien ». Elle

(1) *Ibid.*, p. 290.

(2) *Ibid.*, p. 277.

n'a pas été une théorie sociale, « une petite société de poche pour fanatiques », c'est-à-dire « pas grand'chose ». Elle a été « une invention plus étonnante que la machine à vapeur, une organisation technique, intellectuelle, morale du travail sur la terre ». (1) Une éducation générale supérieure, qui permettrait à la classe ouvrière un rôle actif dans la civilisation générale, et qui instituerait « une méthode de vie nouvelle fondée sur le travail, nourrie par le travail, capable, enfin, en approfondissant et en généralisant le travail, d'y comprendre une pragmatique et une morale », (2) c'était là, pour Albert Thierry, l'instrument puissant qui allait changer le monde.

Il ajoutait :

> Notre principe rendra ouvrières à nouveau les classes qui se sont séparées du travail. Fonctionnant entre le prolétaire qui n'est pas encore un homme, parce qu'il n'a pas de culture, et le bourgeois, qui n'est plus un homme, parce qu'il n'a pas de métier, il refera l'homme. (3)

Il y a une prodigieuse exagération à dire que les bourgeois n'ont pas de métier. C'est parce qu'il a été un humble enfant d'ouvrier et un jeune intellectuel frais émoulu de Saint-Cloud, qu'Albert Thierry

(1) Albert Thierry. *L'École et la Révolution. (Vie ouvrière,* 5 avril 1912, p. 64.)

(2) Albert Thierry. *L'École et l'Individu. (Vie ouvrière,* 5 juin 1912.)

(3) Albert Thierry. *L'École entre la Science et le Travail. (Vie ouvrière,* 5 août 1912.)

s'est fait du bourgeois cette notion d'un mathématicien à mains blanches ou d'un financier désœuvré, exerçant une souveraineté lointaine sur un travail auquel il est étranger. Tout le préjugé *ouvriériste* du vieux syndicalisme adhère encore à la doctrine de Thierry, dans le moment même où son jeune génie ouvre ses ailes pour découvrir un nouvel humanisme. Il n'avait pas encore pris le temps de lire dans l'*Armée nouvelle*, de Jaurès, ce Xe chapitre, qui est ce que la science sociale française a produit de plus beau et de plus profond. Il y aurait pu lire l'épopée de la bourgeoisie :

> Une des plus grandes forces de la bourgeoisie, disait Jaurès, un de ses titres les plus solides, c'est que dans une société où retentissent contre elle les revendications du travail, elle est une classe qui travaille. Par ce travail intense, la bourgeoisie, la grande bourgeoisie surtout, celle en qui le capitalisme atteint précisément sa valeur typique, est en communication avec la force et l'esprit des temps modernes, avec une société où tout est effort, labeur, aspiration. (1)

Assurément, la bourgeoisie, qui a créé toute la division du travail industriel moderne, souffre, elle aussi, d'un excès de spécialisation qui compromet en plus d'un grand bourgeois l'équilibre des facultés et par lequel se flétrissent les qualités les plus pures qui font de nous des hommes. Encore les études générales que les élites bour-

(1) Jaurès. *L'Armée nouvelle.* Édition princeps, 1911, pp. 482, 485.

geoises ont faites avant d'entrer aux grandes écoles techniques, et qui les y ont accompagnées, leur ont-elles assuré une intégrité de culture qui, à elle seule, est un précieux héritage d'humanité. Les vertus exigées par le commandement, le loisir et l'habitude de la réflexion synthétique qui sont leur privilège, refont, enfin, chez les chefs de l'industrie ou du commerce, une unité virile de caractère, qui en fait des hommes remarquables.

Albert Thierry sentait bien cette infériorité de la condition ouvrière. Grandir en dehors de la science, se voir réduit à une courte initiation primaire, grossie à peine ensuite par un apprentissage imparfait, par la routine du métier et par ce qu'apportent d'information fortuite la presse quotidienne et les feuilles professionnelles, n'est-ce pas, comme Gaspard Hauser, passer une adolescence séquestrée dans l'obscurité ? N'est-ce pas un *hard labour* dans la pénombre ? C'est là cependant la condition intellectuelle de la plupart de nos ouvriers non qualifiés. Or, il est nécessaire et juste que toute la jeunesse ouvrière et rurale laborieuse de notre pays ait désormais accès à la culture intégrale, si elle en a l'aptitude et l'ambition. Ce sera l'affaire de la grande réforme scolaire qu'il faut préparer. La création d'*Instituts du Travail* dans nos Universités n'est qu'un fragment de cette réforme, qui doit renouveler en son fond et accroître infiniment la valeur humaine de notre démocratie laborieuse.

Albert Thierry n'aurait pas compris notre tenta-

tive en 1912. Il l'aurait admise de grand cœur en 1914. La guerre a produit ces grands changements au tréfonds des consciences :

> Considérant la guerre, a-t-il écrit dans ses *Carnets* le 26 novembre 1914, je ne veux plus être révolutionnaire pour la classe ouvrière seule, mais pour tout l'homme. La justice est le bien de tous.

En 1912, Albert Thierry n'attendait pas des grandes écoles de l'État cette part de justice qui consisterait dans la socialisation du savoir et de la culture générale. La « Révolution », c'est-à-dire, dans sa pensée, l'organisation lente de la justice, il veut donc que le prolétariat la fasse seule, et, d'abord, qu'il la conçoive scientifiquement :

> L'Institut agronomique, l'École des hautes études commerciales, l'École centrale des arts et manufactures, l'École des ponts et chaussées, l'École libre des sciences politiques, l'École coloniale ne lui sont, ajoutait-il, ni matériellement, ni moralement ouvertes. (1)

Il serait déjà grave que l'accès des grandes écoles fût « matériellement » fermé pour toujours à l'élite du prolétariat. Mais que le prolétariat doive se les interdire *moralement*, voilà une accusation nouvelle. Thierry, et avec lui le syndicalisme ouvrier, garde-t-il donc contre le haut enseignement d'État un grief de classe ? Reproche-t-on à nos écoles de haute culture de prêcher une science officielle,

---

(1) Albert Thierry. *L'Éducation générale supérieure. (Vie ouvrière*, 5 septembre 1913, p. 276.)

faite pour des dirigeants, inexacte dans sa teneur, oppressive dans ses tendances ?

Le danger serait redoutable, si l'accusation n'était chimérique. Il est permis de s'étonner qu'elle puisse encore se produire. On n'adultère pas les méthodes de la science par une conspiration internationale de tous les établissements de haute science répartis sur le globe. Il y a des procédés de vérification si généralement connus et applicables qu'aucune science de caste ne peut ni se constituer, ni se maintenir. On ne conçoit pas un mensonge systématiquement généralisé des sciences exactes ou expérimentales ou un enseignement frelaté de la médecine. Trop de besoins pratiques sont intéressés à une diffusion exacte des notions scientifiques où elles s'appuient, pour qu'on puisse ou dissimuler ou fausser ces notions. Il reste, à vrai dire, les Facultés de droit et un peu aussi les Facultés des lettres, suspectes, celles-là depuis toujours, celles-ci malgré quarante ans d'affranchissement, et qu'on a pu croire de connivence par moments avec les croyances artificiellement entretenues des classes autrefois dirigeantes. Mais, là encore, combien ce soupçon porte à faux ! Et toute la partie historique, c'est-à-dire la partie principale de leur enseignement, à quelle épreuve n'est-elle pas mise par la vérification constante, acharnée, cruciale des découvertes documentaires, par la publicité au grand jour et par la controverse passionnée à laquelle leurs ennemis nationaux ou leurs

rivaux étrangers soumettent les résultats enseignés dans nos écoles !

On peut affirmer que, par cent années de littérature socialiste, par soixante-dix ans d'organisation ouvrière, les classes laborieuses se sont formé un état-major de publicistes et de savants instruits de tout le savoir historique, capables de le reviser, capables de substituer aux apologies tendancieuses des savants de classe, ou aux descriptions fallacieusement incolores d'une fictive impartialité, leurs constructions propres.

Ces jeunes syndicalistes, dont Albert Thierry se fit le porte-parole éloquent, commettent une injustice qu'ils n'eussent pas maintenue s'ils avaient fréquenté davantage nos laboratoires et nos conférences pratiques. « Je dirais volontiers du bien de la Sorbonne, à l'heure où chacun en dit du mal », articula Thierry; et il oublie d'ajouter qui en disait du mal et pourquoi on en disait. Il oublie de dire que, sous les raisons alléguées pour le public, se dissimulait mal la terreur inspirée par l'esprit critique de nos Universités. Il oublie, enfin, qu'un enseignement qui se dit supérieur ne saurait enseigner des résultats sans enseigner les méthodes impersonnelles par lesquelles ils sont acquis ; ni offrir des certitudes brutalement imposées, mais seulement des manières de se faire une certitude. Toute autre pédagogie passerait sur les esprits sans les effleurer ou provoquerait leur révolte. Ainsi, quoi qu'on pût tenter pour ramener à un enseigne-

ment dogmatique les Facultés qui enseignent les sciences morales et politiques ou les sciences de l'esprit, c'est la constitution elle-même de la science présente qui résisterait et briserait la tentative. Après l'élimination d'un personnel vieilli, réduit à quelques hommes attardés et qui s'éteindra de lui-même, il ne restera rien dans l'enseignement supérieur d'aujourd'hui qui puisse faire obstacle à l'affranchissement social.

C'est pourquoi nous ne concevrions pas cette défiance soupçonneuse qui tendrait à réserver aux syndicats la création du haut enseignement ouvrier. Les ouvriers ont aussi, disons-le, leur dogmatique, leurs préjugés, leurs fausses théologies économiques ou politiques. Qu'ils viennent les confronter avec la libre critique des Universités, qu'ils affrontent la vérification par les faits dans la grande lumière pacifique de nos laboratoires. Ce qui survivra à toute critique et ce qui sera à l'épreuve des faits, dans l'ordre expérimental et rationnel, sera réputé vrai, du moins de cette vérité que nous pouvons aujourd'hui atteindre ; ce seront là les éléments de la certitude nouvelle et les matériaux pour édifier la nouvelle cité.

Il y a une autre raison pour que l'enseignement supérieur donné aux ouvriers soit national et non syndical.

La diffusion et l'établissement même de la science doivent se soumettre à des nécessités matérielles. L'outillage scientifique supérieur est à ce point

dispendieux qu'aucune nation ne peut se le procurer en deux exemplaires. Aucune n'est assez riche pour construire à côté des Universités nationales un enseignement syndical réservé aux ouvriers. Et si les syndicats le tentaient pour leur compte, ils fonderaient des Universités atrophiées. Dans le haineux isolement où les enfermerait la crainte d'un enseignement de classe bourgeois, auquel ils substitueraient non la science pure, mais un enseignement de classe à son tour hostile et meurtrier, leur effort d'affranchissement lui-même serait stérile. Les Universités syndicales tendraient vers la vérité scientifique des moignons impuissants à la saisir, parce que le prolétariat leur aurait lui-même coupé les bras. Les Universités qui s'ouvriront aux ouvriers ne devront pas être des créations corporatives, œuvre d'une classe en lutte contre d'autres classes, à qui, jusque dans la science, elle déclarerait la guerre. Il n'y a qu'une science ; et, impersonnelle dans ses origines, elle doit être répartie à toute la collectivité. Il n'y a pas de socialisation plus légitime que la mise en commun du savoir. Les ouvriers iront puiser leur savoir dans les Universités nationales, ou bien il sera impossible de les faire bénéficier de toute la richesse scientifique de ce pays.

Mais, peut-être, ce qui ferme « moralement » les Universités nationales aux ouvriers, n'est-il pas surtout une pensée de défiance. Ne serait-ce pas alors cette idée que la haute science *déracine* l'ou-

vrier de son métier ? Seul, le travail rattache d'un lien durable l'ouvrier à son œuvre, et dès lors à sa classe. La science des Universités a beau être d'un désintéressement pur et d'une incorruptible vérité, n'est-elle pas corruptrice socialement dès qu'elle élève l'ouvrier au-dessus de ses frères, au point de l'en détacher ? Bienfaisante et intègre en elle-même, n'est-elle pas nocive pour l'ouvrier, si elle en fait un *jaune ?* C'était l'objection profonde d'Albert Thierry :

> L'enseignement supérieur officiel est donc, tel qu'il marche, un aspirateur installé pour extraire de la classe populaire les forces spirituelles nouvelles et pour les porter au service de la classe bourgeoise. C'est la pompe à parvenir et l'ascenseur des parvenus. Au prix que les bourgeois y mettent, c'est un devoir pour les prolétaires que d'éviter la haute culture. (1)

Cet acrimonieux pessimisme syndicaliste trouve une amère joie à établir des antinomies insolubles. Il accorde que l'enseignement de l'État peut être exempt d'étroitesse et de servilité. Suffit-il alors que l'ouvrier soit instruit par cet enseignement pour qu'il devienne traître à sa classe d'origine ? Ou bien est-ce pour lui un crime de s'élever ? La démocratie industrielle et rurale ne doit-elle jamais former de cadres scientifiquement dressés ? Ou doit-elle renoncer à les chercher parmi les ouvriers ? Ainsi les problèmes les plus profonds de la démo-

(1) Albert Thierry. *L'Éducation générale supérieure. (Vie ouvrière,* 5 septembre 1913, p. 275.)

cratie sont impliqués dans ce problème de détail : l'admission des ouvriers dans les Universités. Ce ne sont pas les aveugles préventions d'hier, ni une doctrine syndicaliste périmée qui peuvent le résoudre. La sélection des élites est pour la démocratie une question de vie ou de mort, d'abord dans la présente détresse économique où nous a jetés la guerre, ensuite parce que nous ne disposons plus des croyances qui assurent l'obéissance des foules par de simples croyances d'autorité.

***

Jaurès a vu le problème dans toute son ampleur. Les solutions proposées par lui pour le recrutement des officiers sont généralisables pour le recrutement de tous les cadres sociaux. Il voulait pour l'armée des chefs et de grands chefs. Mais, loin de tenir en défiance l'enseignement universitaire, il souhaitait que les futurs officiers fussent formés dans les Universités. Non seulement il comptait assurer ainsi au corps d'officiers cette *unité de formation* qui, même dans les États aristocratiques, avait toujours été recommandée par la pédagogie militaire, mais il avait des Universités cette idée flatteuse qu' « ainsi la haute éducation militaire irait de pair avec ce que l'éducation française avait de plus élevé ». (1)

(1) Jean Jaurès. *L'Armée nouvelle,* p. 352.

Pourtant, à ce moment-là même, il affirmait que l'élite des officiers qui, en effet, se recrute le plus souvent parmi les fils de bourgeois, devait aussi se recruter parmi les fils de prolétaires, « et qui gardent le souvenir vivant et la marque de leur origine. » (1) Il voulait que le prolétariat eût dans l'armée, et aussi dans tous les autres corps du fonctionnarisme, « des hommes à lui et qui fussent sans cesse pénétrés de son influence et de son esprit. » Il souhaitait que les mutualités ouvrières, les syndicats ouvriers, les coopératives ouvrières choisissent, parmi les enfants sortant de l'école primaire et de l'école primaire supérieure, ceux qui, au témoignage des maîtres, instituteurs et officiers, auraient « les qualités d'intelligence et de vigueur les plus frappantes et une vocation sérieuse pour une vie à la fois d'étude et d'action ». Il ne pensait pas que l'armée pût être puissante sans appuyer tout son être et sa hiérarchie même sur le prolétariat organisé. Et ce qu'il disait de l'armée peut se dire de tout fonctionnarisme. Cela peut se dire surtout des organisations propres et corporatives des ouvriers. Pour s'entendre avec les organisations patronales et débattre leurs intérêts sans être dupées, pour former enfin les cadres de toute la démocratie industrielle contemporaine, elles ont à présent besoin de toutes les ressources de la science et de la haute culture.

(1) Jaurès. *Ibid.*, p. 382.

Enfin, il y a une tâche plus urgente encore que la sélection des plus aptes, c'est d'élever tout le niveau du peuple. Car ce serait beaucoup, sans doute, si la classe ouvrière pouvait pénétrer dans toutes les situations dirigeantes du fonctionnarisme et de la vie industrielle de notre pays; si elle pouvait, par des hommes restés en communication aisée avec elle, façonner à nouveau nos institutions sociales. Le but principal, cependant, c'est que personne ne soit exclu de cette nouvelle répartition du savoir et de la haute culture morale.

*
* *

C'était la pensée dirigeante de ce grand mouvement anglais, commencé avant la guerre et magnifiquement épanoui en pleine guerre, que propageait depuis bien des années la *Workers Education Association*. Les débuts furent modestes, en 1903, quand M. et Mme Mansbridge firent admettre les premiers ouvriers à l'Université d'Oxford. Mais, dès 1909, six Universités anglaises avaient organisé des cours pour ouvriers. Le besoin de cet enseignement était universellement ressenti ; il montait des profondeurs de la classe ouvrière. Aujourd'hui, la *Workers Education Association* tend, dit M. Élie Halévy, « à devenir la section pédagogique du parti du travail ». (1) Ce qui fut l'initiative de quelques philan-

(1) V. Élie Halévy. *La nouvelle loi scolaire anglaise. (Revue de Paris*, 1er octobre 1919, p. 609.)

thropes, en 1903, est devenu une puissante revendication du plus nombreux parti ouvrier d'Angleterre; et un ministre anglais de l'instruction publique, M. Herbert Fisher, a fait une campagne oratoire émouvante. Il a demandé des rapports renouvelés aux experts ouvriers, pour faire aboutir la réforme. Déjà la propagande gagne les colonies. En Australie, les Universités organisent des cours pour parlementaires ouvriers, et ce sont ces parlementaires qui les ont réclamés. Dans toute l'Angleterre, cet apostolat se poursuit depuis vingt ans avec un candide et croissant enthousiasme :

Ce n'étaient pas, dit un rapport, des cas isolés d'hommes ou de femmes qui souhaitaient quitter les ouvriers leurs frères et suivre pour leur compte d'ambitieuses carrières. Ils étaient les pionniers d'un mouvement dont ils espéraient qu'il conduirait à un système national d'éducation où tous auraient les moyens d'atteindre à une culture intellectuelle large et humaine et où on ne refuserait à personne les connaissances dont il serait affamé. Il s'ensuivait, naturellement, que l'inspiration du mouvement était pure, et qu'on n'y cherchait aucun avantage matériel. Le but qu'il se proposait était de promouvoir une démocratie cultivée, une collectivité où ce ne seraient pas les seules classes dites dirigeantes, ni même les seules classes ouvrières, mais toutes les classes qui seraient représentées avec équité et gouvernées avec justice. (1)

L'admirable, c'est que ces ouvriers anglais, pour

(1) V. Winifred Braton, *The Tutorial class movement.* (Dans *The Workers Education Association's Education Year Book*, 1918, London, 16, Harper Street, Theobalds Road. W. C. 1.)

cette œuvre de justice, aient fait d'abord appel à la science et que les organisations de sciences soient allées à leur rencontre avec une si simple fraternité.

Nos Universités françaises resteront-elles impassibles quand déjà celles des pays étrangers les distancent? Notre classe ouvrière n'a-t-elle rien à leur demander?

Quand s'est préparée en France la grande réforme qui, en 1890, a abouti à la création des Universités régionales, Jaurès signalait l'émotion cordiale avec laquelle tout le peuple français accueillait l'œuvre nouvelle. En ce temps-là, pourtant, il ne s'agissait que de régénérer en France et de diffuser la science pure, au profit surtout des professions libérales. Cela même, disait Jaurès, contribuait à l'affranchissement social de tous :

Le haut enseignement, aussi bien que l'enseignement primaire, quoique d'une autre façon, concourt à la liberté politique et à l'émancipation sociale des classes laborieuses. Quand une société a cherché la pleine lumière, elle cherche nécessairement la pleine justice. (1)

Jaurès prévoyait qu'un jour ces foyers de vie intellectuelle intensifiés dans chaque région française fourniraient au peuple le moyen de participer, lui aussi, à la force que donne le savoir et aux plus

(1) Jaurès, *Les Universités régionales.* (L'article, paru dans la *Dépêche* de Toulouse le 6 juin 1890, est réédité dans *Action socialiste*, Paris, chez Rieder, 1899, p. 88.)

nobles joies intellectuelles. Le moment est venu où ces promesses doivent être tenues. Il faut que demain les ouvriers soient admis dans nos Universités. Mais que peuvent-ils y venir chercher ? Et quel est le don que nos Universités peuvent leur faire ? (1)

---

(1) Il n'a pas été question ici d'un livre magnifique, où est décrite une œuvre plus magnifique encore, *Une Université du Travail*, par M. Omer Buyse (Paris, Dunod et Pinat, gr. in-8°, 518 p., 1914). L'admirable École d'enseignement technique pour ouvriers, que dirige à Charleroi M. Omer Buyse, est probablement la plus belle de toutes les écoles du genre. M. Buyse décrit avec éloquence et avec une vraie profondeur philosophique les principes sur lesquels cette école est fondée. Nous aurons à revenir souvent sur ce livre et sur le grand précédent créé par l'École de Charleroi. Mais si cette école est le modèle d'une école professionnelle, elle n'est pas, malgré son nom, une Université du Travail. Elle forme des élèves de douze à dix-huit ans. Elle leur assure une culture générale, dont nous aurons à reparler. L'Institut du Travail de nos Universités ne doit accueillir que des ouvriers adultes et professionnellement formés, comme il n'accueille que des étudiants adultes. Il se propose l'utilisation de l'enseignement supérieur pour les besoins ouvriers, pour la formation de l'adolescence ouvrière. Toutefois, même pour l'Institut supérieur du Travail, nous ferons des emprunts à M. Omer Buyse.

II

Les Conditions nouvelles du haut enseignement ouvrier

Nos universités pourraient se dérober au rôle social que les universités anglaises et américaines ont assumé avec tant de conviction. Nous ne vaticinerons ici au nom d'aucune fatalité. Aucune réforme sociale n'est jamais commandée par des nécessités fatales. La société qui aime mieux s'y soustraire ne meurt pas toujours. Elle laisse seulement succomber beaucoup d'individus. Elle continue à végéter, appauvrie d'énergies. Nous ne donnons pas les Instituts du Travail pour une panacée. Nous dirons qu'ils ouvriraient à la science quelques possibilités nouvelles de parfaire le bonheur des hommes. Nous ajouterons qu'il ne serait pas sans péril de laisser échapper l'occasion de demander aux savants cette collaboration sociale.

La science seule a permis les changements sociaux profonds qui ont différencié le XIXe siècle de tous les siècles précédents. Elle a amené la *révolution industrielle*. Elle n'est pas cause des abus qui en ont

résulté par la faute des hommes. Le caractère propre des faits sociaux est dans les répercussions lointaines et multiples qu'un mouvement initial produit, quand il est modifié, dévié, amplifié par les volontés sans nombre qui le portent ou le croisent, par les obstacles matériels qui l'obstruent, et par la pente des circonstances nouvelles qui le précipitent. La science toutefois a atteint aujourd'hui un tel degré de puissance que seule aussi elle peut mettre un terme aux abus que la Révolution industrielle a entraînés. Il suffit que les hommes veuillent se prêter à ce redressement. Nous convions les Universités à créer l'état d'esprit nécessaire à cette grande œuvre de réparation. Nous essaierons de démontrer que même scientifiquement nos Universités ont tout avantage à ne pas se désintéresser de la grande réforme qui consiste à redresser les torts de l'industrialisme capitaliste. En tout cas, la collectivité est fondée à requérir leur collaboration dans un intérêt de paix sociale, c'est-à-dire de justice créatrice.

La révolution industrielle a mis fin aux crises graves de disette et de chômage qui désolaient l'ère de l'ancien régime finissant. Elle a prodigieusement augmenté les richesses consommables, tout en réduisant dans des proportions insoupçonnées la dépense nécessaire à produire chacune des marchandises dont se compose le stock total. Elle a permis une diffusion de ces richesses qui équivaut à une immense diminution de la population indi-

gente. Mais tout le monde sait que les crises économiques nouvelles, substituées par le régime industriel aux famines et au chômage de l'ancien régime, atteignent une étendue et une violence telles que certaines écoles révolutionnaires ont pu attendre de la seule durée du régime capitaliste le cataclysme social libérateur.

L'application de la science à la production, vieille comme le monde, mais infiniment intensifiée par le progrès de la métallurgie et de la mécanique modernes, a ainsi conduit à de graves mécomptes sociaux. La complexité des problèmes technologiques est devenue telle que seule une petite minorité, entraînée au calcul différentiel, rompue à toutes les difficultés de la mécanique et de la chimie modernes, peut s'en rendre maîtresse. Il y a une prodigieuse différence de culture aujourd'hui entre un ingénieur et les ouvriers qu'il conduit. Or, comme le dit Stendhal, « différence engendre haine » entre des hommes que rien ne rapproche dans la vie, ni leur niveau d'existence, ni l'intimité d'atelier qui s'établissait dans l'ancienne artisanerie, ni enfin la communauté d'intérêts, puisque le salaire augmenté des ouvriers oblige à diminuer les honoraires des ingénieurs. Cette direction lointaine par des ingénieurs se complète à l'atelier par la direction omniprésente, tâtillonne et rude des contremaîtres et des chefs d'équipe ; et cette forme militaire du commandement, dont la rudesse nous choque moins, parce que nous en avons l'habitude,

n'en est pas moins de nature à diminuer le rendement parce qu'elle fait travailler l'ouvrier sans joie, et qu'elle froisse sa dignité par des formes d'obéissance qui ne sont plus ennoblies comme à la guerre par le péril commun des soldats et des chefs. Il y a des nécessités militaires que le soldat s'explique sur le champ de bataille et qu'il cesse de comprendre dans le travail pacifique de l'usine. (1)

Pour comble, une installation industrielle moderne suppose un si prodigieux amoncellement de moyens matériels, de constructions, de machines, de matières premières, et une mise en œuvre si savante de moyens financiers que seules de puissantes sociétés par actions ou de grandes banques, de grands industriels informés de toute la situation du marché du monde, sont en mesure de les réunir. Les conditions économiques de la production en série pour le marché mondial ont encore accéléré la concentration de ces capitaux. Ce n'est pas à tort que le peuple, depuis cent ans, parle d'une « féodalité financière » nouvelle. Cette féodalité, il est bon de le redire, abuse machiavéliquement de son monopole en rognant la part de revenu due aux ouvriers, comme elle en abuse au

(1) V. à ce sujet les plaintes d'un grand ingénieur américain, très ami de la France : C. Bertrand Thomson, *Le Système Taylor*, pp. 9-30, Payot, 1919. Ce sont des conférences faites à notre Conservatoire des Arts et Métiers et présidées par M. Alexandre Millerand.

détriment des acheteurs en haussant les prix de vente jusqu'aux limites où la force d'achat du consommateur succombe. Tout un système compliqué de secrets de fabrication ou de secrets commerciaux, d'accaparements clandestins et de combinaisons d'agiotage, d'artifices de malthusianisme économique dans la production et de cartellation dans la vente, fortifie sans cesse ce monopole des capitalistes. La science moderne, œuvre impersonnelle de l'esprit, a ainsi déchiré de nouveau la société en classes hostiles, quand, sur les ruines de l'ancienne société féodale, aurait pu s'élever depuis plus d'un siècle une démocratie fraternellement égalitaire.

Or, pourquoi pensons-nous que cette même science qui, en accumulant les moyens matériels de production et de circulation, a rompu le contact entre les patrons et les ouvriers, entre les intellectuels et les manuels, peut refermer la blessure qu'elle a faite au corps social?

C'est que cette blessure, la science exacte ne l'a pas faite. Et la science juridique a retardé sur les sciences exactes parce qu'elle a affaire à des coutumes, à des habitudes d'esprit et à des égoïsmes, à des préjugés orgueilleux qui ne cèdent pas à la critique rationnelle. Servis par la technologie moderne, un droit de propriété issu du régime foncier romain, un contrat de salaire identique hier encore au contrat qu'un particulier conclut avec son valet de chambre, ont permis un amon-

cellement de richesses qui, de quelques milliardaires dans chaque grand pays, fait des potentats plus redoutables par leur puissance de commandement et leurs ressources d'argent que les plus puissants monarques du moyen-âge. En France, à en juger par les statistiques de succession, quatre cent mille hommes possèdent autant que tout le reste de la nation. Ce tableau du capitalisme a été trop de fois tracé par les grands classiques de la science sociale pour qu'il y ait lieu ici de le reprendre. Pourquoi donc ces suites de la révolution industrielle nous paraissent-elles avoir épuisé leur action funeste et ne pas devoir gouverner la société de demain ?

Les classes laborieuses d'aujourd'hui sont loin de mériter la commisération que leur accordait encore la littérature sociale des temps où le capitalisme avait parfois des remords. La guerre de 1914-18, par la hausse prodigieuse des salaires, a détruit la misère des ouvriers industriels. Si les progrès de l'hygiène ouvrière, l'horreur du taudis, avaient pu marcher de pair avec la conquête récente des courtes journées et des forts salaires, une immense amélioration sociale aurait vu le jour, au milieu de nos angoisses; et dans l'universelle ruine, quand la société présente a dévoré presque la moitié de l'héritage de richesses qui subsiste du passé et n'a pas encore trouvé les moyens de reconstituer ces réserves, ce serait un grand réconfort.

Il faut avouer que simultanément le capitalisme

s'est renforcé. Il n'a pas seulement accumulé des profits de guerre, en exploitant la détresse de tous les pays, qui obligeait à consentir sans conditions les prix de revient les plus fabuleux. Il a gagné aussi en extension, en coordination stricte, en étendue de coup d'œil et en force de commandement.

Cependant, au moment où la lutte des deux classes en présence devrait prendre une ampleur et une violence redoutées de beaucoup, ne voyons-nous pas se réaliser les pronostics de Jaurès, prenant à partie les prophètes de malheur qui annonçaient l'imminence et la nécessité des catastrophes? (1) Il pensait « que la grandeur même du conflit se communique aux règlements de compte successifs qui rendent possible la continuation de la vie sociale. » Pas un conflit sur la diminution de la journée de travail, sur les salaires, pas une réforme d'assurance sociale qui ne mette en jeu, disait-il, les facultés de discipline et d'administration, les habitudes d'action commune acquises dans une lutte généralisée par une classe ouvrière de plus en plus *largement organisée*, plus consciente de sa force et de sa capacité. Il prévoyait donc qu'un jour, dans les conseils des sociétés par actions et dans les règlements des bénéfices, la classe ouvrière serait représentée par ses corporations de tous les degrés, syndicats et fédérations. Or, si cette prévi-

(1) Jaurès. *L'Armée nouvelle.* Édition princeps, p. 531.

sion est juste, croit-on que ce mécanisme sensible et fragile dans sa puissance, qui constitue l'industrie moderne, puisse être géré par des ouvriers, sans un notable relèvement de l'instruction non seulement professionnelle, mais économique et sociale, sans une refonte de toute leur instruction générale? Et comment sera-t-elle possible si les progrès même de la technique nécessitent une spécialisation de plus en plus étroite et une initiation aux plus difficiles problèmes que puissent résoudre la science mathématique et les sciences d'observation? Il faut poser cette question dans toute sa difficulté redoutable et y trouver réponse.

La modification profonde que vient de subir l'outillage dans toutes les industries, mais tout particulièrement dans les industries métallurgiques, équivaut à une de ces révolutions qui, après avoir été techniques, se prolongent en révolution sociale. Toutefois, ce peut être une révolution comme la science sait les faire, c'est-à-dire pacifiques et fertiles en fruits bienfaisants pour la collectivité. Car, de pair avec la modification de l'outillage et simultanément avec elle, il accomplit un changement total des méthodes de gestion, qui autorise les plus consolantes espérances. Une substitution d'outillage comme celle qui a mis le four électrique à la place de l'ancien haut fourneau pour la production des aciers et introduit les machines-outils américaines faites pour travailler l'acier rapide en grande série ne signifie pas seulement une intensification

nouvelle des méthodes de production. Elle change la composition entière des équipes. La limite entre la main-d'œuvre inférieure et la main-d'œuvre supérieure s'est reculée vers le bas. De nouvelles couches sociales, différenciées par le salaire, par le genre de vie, par les goûts, surtout par la formation de l'intelligence, dessinent leurs contours dans la classe ouvrière autrefois homogène.

Déjà la main-d'œuvre la plus inférieure, depuis la réglementation taylorienne des usines, suppose des ouvriers très attentifs, qui, même dans les tâches inférieures (pelleter ou porter des gueuses de fonte) sachent exécuter une tâche chronométrée. S'ils sont mécaniciens, ils doivent lire et suivre une fiche descriptive exacte, indiquant la profondeur de coupe, l'avance et la rapidité du tour. Il faut une infinie dextérité de main pour travailler à une machine fonctionnant à la vitesse de plusieurs centaines de tours à la minute avec une précision qui ne brise pas les outils.

Il est difficile aujourd'hui qu'un simple brigadier ou un contre-maître sorti du rang accomplisse sa besogne sans formation préalable à l'école professionnelle. Un chef d'atelier chargé de conduire un groupe de moteurs électriques, de grosses dynamos ou de gros alternateurs, ne peut être choisi que parmi des hommes à culture technique sérieuse. Croit-on que des appareils chimiques et métallurgiques qui coûtent des millions de francs et dont le moindre dérangement, par défaut de surveil-

lance compétente, causerait des interruptions dispendieuses et des ravages ruineux, puissent être confiés, même pour le contrôle en sous-ordre, à des chefs de brigade ou d'atelier qui n'aient pas une véritable expérience et des connaissances théoriques très appréciables?

Entre notre enseignement professionnel pour ouvriers supérieurs et notre enseignement secondaire faiblissant, une comparaison s'établit qui, de proche en proche, tend à devenir défavorable à nos lycées. Pourtant c'est l'enseignement secondaire qui seul dispensait les « humanités », seul préparait les dirigeants, et, pour donner accès aux carrières libérales, avait le privilège d'ouvrir d'abord les Écoles supérieures et les Universités. Il y a là une anomalie qui ne peut pas durer. Si elle durait, on verrait les Écoles professionnelles ouvrières reconstituer dans leur propre milieu les enseignements renforcés qui leur sont indispensables. Ce serait un grave double emploi de matériel et de personnel enseignant, un gaspillage de ressources et de forces qui condamnerait à la médiocrité l'enseignement syndical nouveau, comme il priverait l'Université de sa plus importante clientèle sociale. La mise en valeur la plus urgente de nos richesses réduites par la guerre consiste dans l'utilisation immédiate de toutes nos intelligences.

Les meilleurs techniciens semblent avoir peine à comprendre ce qui vient de se passer dans cette guerre, et les plus vigoureux inventeurs, ceux qui

ont mené la guerre (en Allemagne, ceux qui l'ont souhaitée et amenée), sont embarrassés d'en formuler les résultats sociaux en termes historiques, et par comparaison avec d'autres siècles. Walter Rathenau, ingénieur instruit, d'un talent éclatant, ancien directeur de la puissante *Société générale d'électricité* allemande, osait encore écrire :

> La culture de l'esprit et la civilisation exigent une dépense durable et immense, dépense de loisirs, dépense de forces, de travail, de ressources. Elles exigent un pays riche, mais la richesse ne suffit pas... Il faut que ce pays riche dispose de foules nombreuses d'hommes pauvres et assujettis. Comment suffire sans cela aux dépenses de la civilisation ? Il faut qu'un homme dispose d'autres hommes en grand nombre. Comment le pourrait-il si ces autres hommes étaient ses égaux ? Si grande que soit la dépense, il faut qu'on puisse la couvrir. Comment le pourrait-on si la force de travail des multitudes n'était à bon marché ? Le petit nombre, les grands, s'ils doivent servir de modèle, comment le pourraient-ils sans suite, sans spectateurs, sans valetaille ? Un pays d'aisance, mais d'aisance uniforme, reste fatalement bourgeois, mesquin et provincial. (1)

A ce compte, aucune civilisation supérieure ne serait plus possible ; car elle ne serait plus tolérée. Le sentiment moderne ne supporte plus un éclat intellectuel ou artistique des élites qui s'épanouirait sur le marécage putride de la vieille existence prolétarienne.

Si le travail sentait toujours peser sur lui la

(1) Walter Rathenau. *Die neue Gesellschaft*, Berlin, 1819, p. 20.

malédiction de l'automatisme abrutissant, si le labeur humain devait toujours rester sans âme, s'il continuait à ravaler l'homme laborieux et plein de force à la condition d'un pur appendice de la machine, il ne faudrait pas s'étonner que nous eussions fait de tous nos ouvriers des révoltés. Et si la division du travail mécanique, nécessaire à la puissance productive de l'industrie, était le lot immuable des sociétés à population dense, s'il restait éternellement vrai, comme le disait Tocqueville, que « l'art fait des progrès, mais que l'artisan rétrograde », nous n'aurions pas fait un pas pour sortir des redoutables contradictions économiques décrites par Proudhon.

Le travail de pure mécanisation parcellaire a été le mal le plus grave amené par la révolution industrielle du siècle dernier. Il se perpétue : mais on peut affirmer que le temps en est révolu, et que tout ce qui en subsiste est une prodigieuse survivance. Cependant il y aurait danger à en prolonger même la survie provisoire. Il n'est tolérable pour aucun homme à la longue de donner toute la force de ses muscles et de ses nerfs à un seul geste mécanique. Un tel homme, mesurant toutes ses journées au coup de cloche qui sonnait la pause ou l'arrêt du travail, se considérait forcément comme un galérien. Il ne pouvait aspirer qu'à raccourcir ce temps d'ennui mortel, de dépense physiologique épuisante. Pendant qu'il travaillait, il ne pouvait que tuer le temps. Sa lutte syndicale ne pouvait

que tendre à abréger la journée de son *hard labour*. Le paysan, l'artiste, l'intellectuel gémissent des journées trop courtes. Ils voudraient retenir les heures. L'ouvrier industriel ne cherche trop souvent qu'à les gaspiller. Par la persistance de cette mentalité qui lui est restée du XIXe siècle à peine écoulé, après les trois huit conquis, il chercherait forcément à arracher la journée de six, de quatre heures. On l'a bien vu en Russie, où faute de pouvoir couvrir le besoin, par la seule vertu d'ordonnances inspirées d'un esprit ouvrier vieilli, on a généralisé la famine. Les effroyables prédictions de Proudhon se sont trouvées réalisées et au delà :

> Si, par impossible, le bien-être matériel pouvait échoir à l'ouvrier parcellaire, on verrait quelque chose de monstreux se produire : les ouvriers occupés aux travaux répugnants deviendraient comme ces Romains gorgés des richesses du monde, et dont l'intelligence abrutie était devenue incapable d'inventer même des jouissances. (1)

Proudhon ajoutait à cette prédiction d'une si étrange clairvoyance ce vigoureux commandement moral, que la Russie n'a pas su suivre, et qu'il nous serait mortel d'oublier :

> Pour sortir de cet abîme, il faudrait de l'intelligence et du courage, c'est-à-dire un développement progressif des facultés : chose diamétralement opposée à la dégradation de l'âme et du corps, qui est l'effet naturel de la division du travail. (2)

---

(1) PROUDHON. *Système des contradictions économiques*, t. I, p. 136. Édition des *Œuvres complètes*, in-12.

(2) *Ibidem*.

Dans l'Europe occidentale et en Amérique, les classes ouvrières n'ont pas eu à arracher leur bien-être par la violence. Il a suffi de la détresse, qui obligeait les usiniers à secouer par tous les moyens les vieilles habitudes de freinage, enracinées par un ancien syndicalisme erroné. Il n'en reste pas moins que la soudaineté de ce bien-être a entraîné son cortège de corruption. Pour que ce bien-être ne soit pas éphémère et véreux, pour qu'il n'amène pas le désastre général, il ne reste donc que le précepte de Proudhon : « L'intelligence et le courage. » Il n'est plus à craindre que cette intelligence soit brisée par les conditions matérielles du travail. On ne peut plus dire que par les progrès du machinisme, l'art se soit retiré peu à peu des métiers, et que la perfection de l'industrie ait produit peu à peu l'incapacité des ouvriers. Comme il n'est plus vrai que la richesse croissante des uns aggrave d'une manière invincible la pauvreté des autres, il n'est plus exact que l'intellectualisation croissante de la machine entraîne l'abrutissement de l'ouvrier.

Il est permis d'affirmer que d'Amérique il nous est venu, avec les procédés de l'acier rapide, avec le renouvellement des machines-outils, et avec l'art de la construction en grande série de tous les engins mécaniques, et de toutes les pièces de l'architecture du fer, une mentalité nouvelle. La guerre nous a obligés à renouveler tout notre outillage métallurgique et chimique. La fabrication électrique des cyanamides ou de l'acide nitrique tiré de l'atmos-

phère transforme toute l'industrie des engrais artificiels. Dix millions de chevaux d'énergie électrique n'attendent que d'être équipés dans les torrents de nos montagnes.(1) Au moment où il y a pénurie de tout, il se trouve ainsi providentiellement qu'on pourrait parer à cette disette. Dans l'universelle incurie de tous, qui semble une folie, il y a pourtant une sécurité réelle, qui provient d'un sentiment de force. Ce sentiment, c'est que tout est réparable après l'énorme dévastation. Il suffit de pousser à bout la révolution industrielle, c'est-à-dire l'application de la science à la technique. Mais il faut que cette révolution balaie les préjugés intellectuels et les superstitions juridiques qui encombrent nos esprits et nos volontés, et entravent le rendement supérieur en lui opposant la volonté aveugle des hommes.(2)

La nouvelle conception américaine de la direction des usines nous a apporté un prodigieux affranchissement moral. Rien ne peut égaler en impor-

---

(1) Je rappelle une fois pour toutes que ces notions sont consignées ici par un homme qui n'est pas un spécialiste des sciences exactes. Elles sont aujourd'hui usuelles et d'ailleurs empruntées à des savants autorisés que je pourrais citer. Elles ne font appel qu'à ce qu'il doit y avoir de scientifique dans la culture générale de tout Français moyen. Je me sens *peuple* en matière de technologie. De ce que les savants et les ingénieurs nous apprennent, j'essaie de tirer quelques conséquences sociales nouvelles.

(2) Nous citerons en particulier les travaux de M. Henry Le Chatelier. L'énorme épanouissement de la littérature qui décrit les nouveautés de l'art de l'ingénieur est une des consolations de notre temps. Les sociologues et les économistes y trouveront de quoi reviser toutes leurs notions.

tance sociale la diffusion si récente des idées de F. Winslow Taylor et de la puissante école d'ingénieurs qui en tous pays se disent ses disciples. Non pas que la physiologie et la psychophysique n'aient à y opposer de graves réserves. On ne pouvait s'attendre qu'un ingénieur métallurgiste fût aussi médecin, psychophysicien ou psychologue. Mais l'énergie technique et l'ingéniosité inventive n'ont jamais travaillé avec plus de conscience à une cause philanthropique plus généreuse. Taylor a découvert des méthodes qui suppriment pratiquement toute grève, et, sans augmenter la fatigue des ouvriers, assurent à la fois les plus forts salaires connus, la plus exacte justice distributive, et la prospérité des usines gérées selon ses principes. Toutefois son « organisation scientifique du travail » exige, au départ, une « révolution complète dans la mentalité des ouvriers en ce qui touche leurs devoirs envers eux-mêmes et une révolution analogue dans la mentalité des patrons en ce qui concerne leurs devoirs envers eux-mêmes et envers leurs ouvriers ». (1)

Le début de cette révolution, en quoi consistera-t-il ? Il consiste à reconnaître que notre système d'éducation est entièrement vicieux. « La plupart des ingénieurs frais émoulus des Écoles supé-

(1) Ces paroles sont tirées du dernier discours prononcé par F. W. Taylor, à Cleveland, le 3 mars 1915. V. *Publications posthumes*, de F. Winslow Taylor, traduction Schwers. Paris, chez Dunod, 1917, p. 25.

rieures sont inutilisables à leur entrée dans la pratique » :

> La majeure partie des études est consacrée à l'étude des matériaux inanimés. En revanche la matière vivante, mise en œuvre par la plupart des anciens diplômés, est complètement laissée de côté. On ne lui consacre pas même une heure d'étude.
>
> Il est impossible d'étudier d'en haut les ouvriers. Il faut avoir vécu avec eux côte à côte, épaule à épaule. (1)

Qu'est-ce qu'un ingénieur qui sait calculer en détail les douze variables dont dépend la taille des métaux, mais qui ne sait pas comment manier les ouvriers placés au tour et qui tous méprisent leur chef parce qu'il n'a pas leur habileté manuelle ? La première vérité à inculquer aux jeunes ingénieurs débutant dans la pratique industrielle, c'est, au dire de F. W. Taylor, celle-ci :

> Un portefaix en haillons travaillant dans la rue, un ouvrier conduisant un tour sont nés leurs égaux au point de vue intellectuel. (2)

Pour acquérir cette notion, il faut travailler dans le rang avec des manœuvres couverts de graisse, avec des ouvriers ignorants des règles de la grammaire et étrangers peut-être à toutes les formes de la politesse. C'est pourtant parmi de tels hommes que F. W. Taylor, pour avoir travaillé plusieurs années

(1) F. W. Taylor. *Pourquoi les Industriels n'apprécient pas les diplômes des Universités et Écoles techniques*, 1909. (Publié en appendice à la *Direction des Ateliers*, de F. W. Taylor. Paris, Dunod, 1919, p. 184.)

(2) *Ibid.*, p. 182.

comme ouvrier métallurgiste, avait souvent reconnu la supériorité intellectuelle. Et que dire des qualités d'énergie, de caractère et de jugement que ne peut attester aucun diplôme ?

S'il est donc vrai que l'avantage intellectuel des hommes formés par les Écoles techniques et les Universités tient à une simple avance de leur instruction, qui ne suffit même pas à acquérir le maniement des hommes, quel intérêt prodigieux n'y a-t-il pas à effacer, pour autant que cela se peut, ces différences d'origine et de formation. Il faut, disait F. W. Taylor, à tout ingénieur, un stage à l'usine ; il y doit vivre en ouvrier parmi des ouvriers ; y être astreint à la même discipline que les autres ouvriers, apprendre à les juger, à les estimer, à gagner leur confiance.

Il faut en revanche, dirons-nous à notre tour, que les ouvriers, intellectuellement et physiquement faits de la même argile que les ingénieurs et les savants, puissent accéder par degrés et selon leurs besoins aux sources mêmes de la science. L'ardeur, la bonne volonté nécessaire, tout un enthousiaste effort peuvent être obtenus d'une classe ouvrière initiée aux raisons profondes qui en ont dicté les méthodes, la discipline générale et les applications particulières. Ces données scientifiques ne peuvent plus rester un secret de quelques-uns. Elles ne doivent plus arriver à l'ouvrier sous la forme d'une consigne militaire transmise par un contre-maître. Il faut à l'ouvrier une vue

générale de toute la production dans son usine, dans son métier, et sur le marché du monde. Alors seulement on obtiendra ce *maximum* de richesses consommables obtenu avec le *minimum* de dépenses, sans quoi aucune justice et aucun bonheur n'existeront jamais dans le monde.

Par chance, la méthode taylorienne de gestion des usines est toute scientifique. Elle élimine tout commandement militaire. Au lieu de placer l'ouvrier devant un contre-maître unique, un sous-officier brutal et astucieux, (1) la nouvelle organisation le met en contact avec une douzaine d'hommes, qui tous ont à lui remettre ou à lui expliquer une consigne écrite, détaillée, appuyée sur des devis, des calculs, des évaluations chronométrées. L'ouvrier, dans une usine transformée, est constamment entouré de l'aide et de la coopération de tous ses supérieurs, en réalité devenus ses collaborateurs.

On peut donc dire, observe avec justesse un grand ingénieur américain déjà cité, que la tranchée creusée par la révolution industrielle entre la direction et les ouvriers, a été comblée par le « Scientific management » de Taylor. (2)

Si cette tranchée est comblée à l'usine, comment ne viendrait-elle pas à se combler entre toute science et toute pratique? Si l'ouvrier est intellectuellement

(1) Ce n'est pas sans raison que les *porions* dans nos mines portent encore le nom même des *caporioni*, sous-officiers des armées italiennes de condottieri sous la Renaissance.

(2) C. Bertrand Thompson. *Le Système Taylor*, 1919, p. 35.

à l'origine l'égal du savant, comment ne participerait-il pas à la science, en tout ce qui peut contribuer à augmenter son rendement personnel et par elle le rendement de toute l'industrie française ?

Devons-nous résumer dans une formule sèche, intelligible à tous les ingénieurs, le rôle des Universités dans cette grande réforme ? Il leur faut, en accueillant les ouvriers, amener une *taylorisation* de tout notre enseignement supérieur pour préparer une *taylorisation* parfaite de toute notre vie sociale.

III

Les Instituts du travail unifieraient nos Universités

Critiquer les Universités françaises, comment ne serait-ce pas présomptueux, quand elles ont été réorganisées par une si glorieuse pléiade de réformateurs ? N'ont-elles pas, après un immense labeur du temps de paix, avec nos grandes écoles techniques, fourni l'état-major qui a donné à nos armées les inventions de la victoire et les moyens de protection contre la maladie et la mort ? N'ont-elles pas établi, durant toute la guerre, à l'usage du pays ou de ses services officiels, un vaste réseau d'informations économiques, politiques ou sociales ? Comment un spécialiste enfermé dans les limites de son savoir propre aurait-il la présomption de juger cette œuvre collective des Universités, qui représente une si grande part de la science humaine ? Il faudrait être atteint de l'*hybris* antique, que les dieux châtient tragiquement.

Mais il ne s'agit pas ici du rendement scientifique des Universités françaises. Il s'agit de leur rende-

ment social. Une idée nouvelle doit surgir qui donne à ce nom même d'*Universités* une signification qui remplace celle qu'il a perdue.

Il y a eu une époque où ce nom était plein de sens : c'est le moyen âge. L'*Universitas magistrorum et scholarium* était une collectivité puissante, une vivante amitié des maîtres et des étudiants. Le nom d'Université signifiait *corporation*. On n'y pouvait opposer, comme puissance, que l'*Universitas civium*, la collectivité communale. Au-dessus, il n'y avait que l'Église ; et l'Église a su tirer parti de l'enthousiasme qui jetait toute la jeunesse studieuse dans la science, nouvellement fondée alors, de la dialectique philosophique appliquée à la religion. On n'imagine plus aujourd'hui cette ivresse. Cette époque ne peut plus revenir. Mais assurément il valait la peine, à une telle époque, d'être professeur. Un Simon de Tournay, vers 1200, après une leçon heureuse, s'écriait :

> O mon Jésus ! combien dans cette leçon j'ai fortifié et élevé ta doctrine ! Mais en vérité, si j'en avais la mauvaise intention, et si j'étais ton ennemi, je saurais par des raisons et des arguments encore plus forts affaiblir ta doctrine et la réfuter !... (1)

Par la dialectique, un professeur tenait entre ses mains les destinées de l'Église. Ce fut un immense

(1) G. Kauffmann. *Geschichte der Deutschen Universitaeten*, 1887, I, 33 ; Franz Overbeck, *Vorgeschichte und Jugend der mittelalterlichen Scholastik*, 1917, p. 240.

stimulant à l'ambition de savoir. Toutes les sciences alors connues : grammaire, rhétorique, géométrie, arithmétique, astronomie, musique aboutissaient à cette dialectique par laquelle on pouvait s'emparer du plus prodigieux pouvoir : celui de découvrir les méthodes qui rendent la foi victorieuse. En ce temps-là, et bien qu'il s'établît bientôt des Facultés distinctes où furent enseignés le droit canon et le droit romain, des Écoles de médecine, des Facultés des arts, on peut vraiment dire qu'une Université était non seulement une corporation une : la science qu'elle enseignait était unifiée, elle aussi, par un même esprit religieux.

*
* *

Il n'en est plus ainsi. Nos Facultés ne formaient déjà plus une collectivité avant d'être disjointes par la Révolution. L'effort puissant de la IIIe République n'a pu que les réunir très extérieurement dans un corps, puisqu'il y manquait l'idée unificatrice ancienne, et qu'il n'y en avait pas de nouvelle. La pensée religieuse ne saurait être désormais cette idée unificatrice. Notre science n'est plus, comme au temps de saint Anselme, un édifice conceptuel destiné à justifier une foi. Il s'en est suivi que nos Facultés, nominalement réunies en Universités, sont restées, comme avant, des Écoles professionnelles séparées où la jeunesse se prépare aux carrières libérales. Ce ne sont pas des raisons scientifiques qui les

spécialisent et les unissent. En quoi la « matière médicale » ou la reconnaissance des drogues et substances toxiques enseignée dans nos Facultés de pharmacie peut-elle différer de la même matière enseignée dans nos Facultés de médecine ? En quoi la physiologie, la botanique, la chimie qu'apprennent nos futurs médecins et pharmaciens peut-elle être différente de la chimie, de la botanique, de la physiologie enseignée aux futurs professeurs de nos Lycées ou de nos Facultés ? La géologie de la Sorbonne ne peut-elle suffire à nos ingénieurs des mines ? Comment l'histoire des doctrines économiques ou l'histoire du droit public romain peut-elle différer place du Panthéon de ce qu'elle est rue des Écoles ?

Les doubles emplois foisonnent ; et le groupement des chaires est scientifiquement irrationnel. Ce n'est pas, en effet, la science qui a dicté la division du travail dans nos Universités, comme ce n'est pas la science ou, du moins, pas elle surtout qui a coordonné nos Facultés en un tout. Si des raisons de science avaient présidé à la constitution de nos Facultés, il n'y en aurait que deux, la *Faculté des sciences exactes et naturelles* et la *Faculté des sciences de l'esprit*, parce qu'il n'y a que deux sortes de méthodes scientifiques : 1° celles qui établissent les résultats de l'observation expérimentale du réel et, au préalable, les conditions mathématiques de toute réalité physique ; 2° celles qui étudient l'histoire des hommes et, au préalable, les conditions

mêmes de l'existence d'une pensée humaine, logique, morale ou esthétique.

Cette division ne s'est pas établie, parce que les Facultés sont nées du besoin de recruter des médecins, des hommes de loi, des théologiens, des professeurs de sciences et de lettres. Les nécessités pratiques qui gouvernent ces professions ont toujours régi aussi l'enseignement qui y prépare. Il a donc été naturel récemment de créer des Facultés de pharmacie, puisque les pharmaciens représentent une profession libérale, qui exige un enseignement supérieur de même valeur que les autres. Mais à ce compte, il faudra demain une Faculté agronomique, une Faculté commerciale et coloniale, une Faculté des Beaux-Arts, une Faculté de musique et de déclamation. Les fera-t-on entrer dans les Universités ? Ce serait légitime. Les Universités n'en seraient pas disjointes davantage ; mais elles n'en seraient pas mieux unifiées. Il y aurait un plus grand nombre d'Écoles professionnelles réunies sous un même titre et sur une affiche qui couvrirait encore plus de mètres carrés. Il viendrait un corps plus nombreux de professeurs en toge aux séances inaugurales, d'ailleurs si cordiales et brillantes. L'isolement de toutes ces Écoles n'en persisterait pas moins, malgré l'unité de l'affiche et la chaleur communicative des grandes séances annuelles. Le bon sens public s'apercevrait peut-être mieux alors de ce manque d'unité ; mais, plus apparent pour tout le monde, le manque d'unité ne serait pas plus profond qu'il n'est aujourd'hui.

*
* *

Un savant allemand très éminent et spécialisé dans les questions d'organisation, Adolf von Harnack, a écrit, à propos de la création de quelques Facultés de théologie nouvelles, que si l'organisation des Universités était à reprendre, on n'adopterait pas sans doute le régime des Facultés :

> Si nous pouvions faire aujourd'hui table rase, s'il s'agissait de reconstruire de fond en comble nos Universités, je ne créerais pas de Facultés rigides, mais une grande collectivité enseignante unique, qui détacherait d'elle des commissions diverses et souples, pour les divers groupes de sciences théoriques, pour les diverses fins d'enseignement, d'administration universitaire et d'éducation populaire. (1)

Harnack proposerait une douzaine de commissions scientifiques ; il y adjoindrait une commission théologique, une commission juridique, une commission médicale. Ces commissions auraient à choisir les disciplines nécessaires à de certains intérêts professionnels, à fixer les programmes techniques, à provoquer le raccordement des enseignements, à gérer tout ce groupement vivant et modifiable. Autant dire qu'une Université devrait être une Fédération d'Instituts agglomérés, assujettis chacun à des nécessités de science ou de

(1) Ad. von Harnack, dans *Preussische Jahrbücher*, mars 1919.

pédagogie, mais non pas fermés par des barrières professionnelles.

Ainsi sont nées les grandes Universités nouvelles à l'étranger, celle de Londres par le raccordement de plus de trente vastes Instituts épars dans la ville ; celle de Hambourg, qui groupe un ancien Institut de vulgarisation supérieure *(Vorlesungswesen)* pour le grand public cultivé avec des Instituts nombreux de technique maritime, de botanique, de géologie, de physique et chimie, d'histoire, de géographie et de science coloniale ; celle de Cologne, où l'ancienne et si brillante Faculté de commerce voisine avec les Archives rhénano-westphaliennes, destinées à approvisionner d'études économiques précises toute l'industrie et tout le commerce de la Ruhr et du Rhin, sans compter une foule de cliniques récemment rattachées à l'Académie de médecine. L'Université nouvelle de Francfort a su s'incorporer un pur foyer de recherche, tel que l'Institut Ehrlich, sans négliger les écoles préparatoires aux fonctions administratives, municipales ou sociales, et une foule d'autres centres de travail scientifique, coordonnés désormais, mais qui avaient leur vie prospère et assurée.

C'est à regret, et par une déférence peut-être excessive envers des préjugés puissants, qu'elles ont encastré dans cette Fédération nouvelle une organisation surannée par Facultés.

Nous sommes trop réalistes pour méconnaître à notre tour la force de ces préjugés. L'esprit de

corps des Facultés ne désarmera pas de sitôt. Elles se défendront comme les corporations artisanes sous l'ancien régime. A Strasbourg même, en 1919, les Facultés naissantes et provisoires à qui on offrait de se constituer sous le « régime d'Alger », c'est-à-dire comme libre Fédération d'Instituts de science et de pédagogie, se sont rebiffées. (1) Elles redoutaient que le pouvoir du Conseil de l'Université, composé alors des délégués de tous les Instituts associés, n'en fût amoindri au profit du pouvoir rectoral.

Inutile crainte, puisque, dans un tel Conseil, il était facile de répartir le nombre des voix entre les Instituts de façon à ne nuire à aucune discipline et que la voix du recteur, alors comme aujourd'hui, aurait été présidentielle, mais unique.

Ainsi nos Universités restent morcelées et nos Facultés sont trop figées dans une unité ancienne. Ni le corps n'a de consistance, ni les unités qui le composent ne sont rationnellement constituées. Il faut régénérer les Facultés en y multipliant les Instituts, et unifier ces Instituts par un lien organique.

Ce que des préjugés corporatifs menacent de

(1) Il sera permis ici de confier au public que le régime qui ferait des Universités une Fédération d'Instituts avait les préférences du regretté recteur de l'Université de Paris, M. Lucien Poincaré.

rendre impossible, on peut le réaliser par une création nouvelle. Cette création simple, ce sont les *Instituts du Travail*. Il en faut au moins un par Université. Il ne nécessiterait pas la dépense très lourde d'une nouvelle Faculté. Il trouverait dans les Facultés existantes presque tout son personnel enseignant, auquel on joindrait les praticiens que nous désignerons. Une Université peut le créer, sans mettre en mouvement le pesant mécanisme législatif. Voilà pourquoi il est imprudent de parler, comme Pierre Hamp, de *Facultés du Travail*. Une Faculté ne peut être créée que par une loi. En ce temps d'encombrement parlementaire, il serait bon de suppléer par l'initiative des corps constitués à l'énergie lassée des Parlements. Les Universités ont des pouvoirs corporatifs : pourquoi n'en usent-elles pas plus souvent ? Une invitation ministérielle un peu pressante peut stimuler leur zèle si elles attendent. Une circulaire du sous-secrétariat de l'enseignement technique ne resterait pas sans écho, si elle exprimait une forte conviction. L'appel puissant des municipalités, des syndicats ouvriers, des chambres de commerce, des grands syndicats patronaux ne laisserait aucune Université indifférente. Des subventions modérées suffiraient au démarrage.

Les Instituts du travail peuvent donner à nos Universités l'unité qui leur manque, et qu'elles n'ont plus eue depuis le moyen-âge. Cette unité ne peut pas venir d'une organisation matérielle, elle ne

peut venir que d'une foi sociale. C'est cette idée nouvelle, chaleureusement saisie, qui construira le corps nouveau.

L'Université nouvelle doit être une *Universitas magistrorum et scholarium*, mais en même temps une *Universitas civium*. Elle fera besogne civique autant que besogne de science. Elle permettra de construire la cité future, en formant d'abord le citoyen.

A coup sûr, l'expérience du citoyen s'acquiert surtout dans la vie active, par la participation à la vie de son atelier, de son syndicat, de sa commune, des grandes collectivités qu'il gère ou dont il contrôle la gestion par l'exercice du droit de suffrage. Mais cette vie professionnelle, syndicale, communale, départementale, ou politique, a besoin d'un apprentissage intensifié. Elle réclame des citoyens qui, avant même leur entrée dans la pratique, soient mieux informés de toutes les conditions faites à la vie hygiénique des hommes et des sociétés, à leur vie morale et mentale, aux nécessités de justice et de discipline qu'ils n'enfreignent pas sans pâtir.

Nos anciennes Facultés ont été des écoles professionnelles qui ouvraient les carrières libérales. Ç'a été leur honneur et leur force. Mais dans les démocraties industrielles modernes, les carrières non libérales se sont, elles aussi, intellectualisées par degrés. Elles ont besoin quotidiennement de s'imprégner de science. Ces ouvriers ou ces chefs d'atelier qui sortent de nos écoles professionnelles déjà si fortement munis d'informations techniques, il leur faut cependant une vue plus étendue sur la vie sociale que leur profession ne la leur donne. Ils savent que toutes les industries se tiennent, et que la prospérité de toutes est liée à des causes très obscures à force d'être complexes. L'état social de toutes les sociétés présentes du globe y est impliqué. Le fonctionnement profond de chacune d'elles, à quelles lois obéit-il? Si nous n'arrivons pas à éclaircir ces problèmes pour nos classes ouvrières, elles n'auront pas « le courage et l'intelligence » réclamés par Proudhon, et sans lesquels elles ne seront pas à l'abri des tentations funestes pour tous, et ruineuses pour elles-mêmes.

Dans une démocratie, le savoir supérieur ne peut plus rester monopolisé à l'usage des privilégiés de la fortune. L'Etat démocratique doit à tous ses citoyens la communication du savoir qui leur est accessible. La première socialisation indispensable, et qui ne lèse aucun droit, est celle des connaissances. Elles sont comme une lumière où tout le monde peut allumer son flambeau, sans diminuer le foyer éclairant. En démocratie, il n'y a plus de carrières libérales, puisque le métier manuel est déjà si fortement savant. Et il n'y en a plus, puisque toutes les sciences, même les plus abstraites et les plus historiques, doivent aider à améliorer la condition des classes laborieuses manuelles.

Dans la démocratie industrielle de demain, qui ne

tolèrera pas d'oisifs, toute la vie sera projetée sur le plan du travail. Les sciences positives, issues du travail de l'homme, nées de sa dure expérience et alimentées par lui, pourvoient aussi constamment ce travail d'un outillage nouveau. Les sciences historiques et morales, fruits de cruelles épreuves sociales et politiques, conquêtes lentes aussi de toute notre sociabilité lentement affinée, permettent de faire bénéficier les hommes de cette expérience acquise et condensée par elles.

L'âge critique, d'où nous sortons, a eu le culte de la Science, et son œuvre a été grande. Il reste à continuer avec les méthodes désormais solides cette œuvre infinie. L'âge organisateur où nous entrons aura un autre culte, celui du Travail. Il exige autant de désintéressement que la science, mais d'abord tout l'acquis de la science. La vieille fraternité de la Science et du Travail, affirmée par les saint-simoniens, vérifiée par l'histoire entière des civilisations, c'est dans nos Universités qu'elle doit apparaître tangible sous forme d'un Institut où collaboreront, pour une œuvre de régénération pratique, toutes les sciences enseignées.

Qu'est-ce donc que cet Institut du Travail, qui devrait être, au centre de chacune de nos Universités, le foyer où viendraient s'asseoir toutes les sciences, et où, dans une ardente discussion, qui mettrait aux prises fraternellement des intellectuels et des ouvriers, on délibèrerait sur les destinées mêmes de la cité future et de la civilisation?

IV

Description d'un Institut du Travail

Un Institut du Travail n'enseigne pas autre chose que ce qui fait l'objet de l'enseignement traditionnel de nos Universités et de nos grandes Écoles. Mais il l'enseigne d'une façon nouvelle. Il se propose une autre fin qu'il ne doit pas perdre de vue et qui, à elle seule, est novatrice.

Il doit permettre aux ouvriers d'être immédiatement reçus à l'Université, sans encombrer ni les cours qui les dépassent, ni les laboratoires scientifiques, au travail desquels ils ne sont pas encore prêts. Il doit leur offrir un complément d'instruction accessible et réellement supérieur, par lequel ils acquièrent le sentiment d'être les égaux de tous les autres citoyens cultivés. Cet enseignement devrait à la fois les mieux armer pour la bataille économique et pour la vie civique, et leur donner la culture intellectuelle impérieusement nécessaire à leur équilibre physiologique et moral.

Car, d'une part, l'homme qui se dépense en efforts musculaires a besoin de se détendre dans le travail intellectuel, comme inversement l'homme d'étude ou de bureau a besoin de sports et d'exer-

cices physiques pour mettre au cran d'arrêt les pensées obsédantes. D'autre part, une des raisons certaines des haines qui séparent les classes, c'est que les ouvriers se sentent exclus des bénéfices de la culture. Ils se figurent alors la science comme une sorte de conspiration entre gens de haut parage, apparentés de près aux puissances sociales oppressives, et qui parlent un langage chiffré, dont l'ouvrier n'aura jamais la clef. C'est la raison vraie de leur animosité contre les ingénieurs qui disposent du calcul intégral, contre les lettrés et les professeurs qui savent le latin. Il faut que l'ouvrier ait, au contraire, le sentiment que la science travaille pour tous les hommes, et d'abord pour alléger leur peine ou leur souffrance. Il faut qu'il sache que des parties notables de cette science lui sont dès maintenant ouvertes et qu'il pourra accéder à des régions nouvelles du savoir, dès qu'il en prendra la peine, en utilisant mieux son loisir croissant.

L'Institut du Travail fera appel à toutes les Facultés, mais pour une besogne qui n'est pas celle de la science pure. Nous ne méconnaîtrons pas ici la nécessité de la recherche désintéressée et de cet enseignement de pure science qui seul forme les têtes bien faites et transmet la haute culture intellectuelle. Aucun savant n'ignore que si toute science abstraite est issue de la pratique, il vient un moment où, munie du système de notions et de notations qu'elle s'est donné, elle poursuit seule son travail d'analyse et de construction. Il faut

souvent un long détour pour que ses découvertes fructifient en applications pratiques. Pourtant aucun savant ne contestera que, si la science a sa fin en elle-même, la vie n'ait ses droits; la vie requiert l'appui de la science. L'Institut du Travail a pour but de centraliser ce que peuvent apporter les sciences à l'amélioration de la vie sociale.

Il ne faut pas confondre l'Institut du Travail avec l'*extension universitaire*, et il ne doit jamais devenir une *Université populaire*. A coup sûr, nos professeurs ne se refuseront pas à cette forme d'apostolat qui consiste à vulgariser pour le peuple les résultats de la recherche; et en des moments de vive effervescence politique ou sociale renaîtront en foule les Universités populaires de 1899-1900. Mais elles mourront de l'indifférence ouvrière, dès que la crise d'où elles seront sorties sera apaisée. Car elles n'ont jamais été enracinées dans les métiers, et les distractions plus faciles des petits théâtres et du cinéma leur feront toujours une concurrence mortelle.

L'Institut du Travail vise à fortifier l'intelligence du métier. Il fournira au travailleur des moyens de conquérir de l'influence, de la liberté et un bonheur élevé. Quand on veut être sûr de faire briller les yeux d'un homme, il faut lui parler de lui fournir des armes et de la force.

*
* *

Les Facultés traditionnelles de nos Universités se suivent, selon le décret de Messidor, dans un

ordre hiérarchique aujourd'hui décapité, mais qui reçoit son sens de la tête qui lui manque. La Théologie fait défaut. Il reste, dans l'ordre officiel : 1° le Droit; 2° la Médecine; 3° les Sciences; 4° les Lettres; 5° la Pharmacie. Cet ordre, en apparence bizarre, se conçoit, car il a un sens d'ancien régime. Il reproduit la hiérarchie d'anciennes corporations. Ce qu'il y avait de plus voisin de la théologie, c'était certainement le droit. Il participait de la même infaillibilité doctrinale. Encore au XVIIIe siècle, il ne se séparait pas du droit canon. On instruisait le moindre avocat comme s'il eût dû devenir un dignitaire de l'Église, et il le fallait bien, puisque dans la chicane quotidienne on se heurtait constamment aux droits et aux biens du clergé. Enfin, la noblesse d'épée ne recevant que l'éducation chevaleresque, la noblesse de robe, c'est-à-dire la magistrature, venait, dans le savoir, immédiatement après le clergé. La médecine était une corporation plus puissante que celle des humanistes, de bas clergé pour la plupart, auxquels la Faculté des Arts délivrait des diplômes de maîtres et des doctorats, moins estimés d'ailleurs que les grades théologiques. Il a fallu la réforme napoléonienne pour faire aux sciences exactes et aux sciences de l'esprit la place que nos Universités d'ancien régime n'avaient jamais su leur faire, laissant ainsi l'avance, dès le XVIIIe siècle, aux Facultés de philosophie des Universités allemandes. Les Facultés de pharmacie ne furent longtemps

que des écoles privilégiées, mais privées, fondées par les corporations d'apothicaires.

A l'Institut du Travail, ces Facultés seront coordonnées sans souci des préséances de Messidor. Elles y prendront une place proportionnée à leur utilité pratique. Cette utilité est changeante, mais elle a ses degrés d'urgence. Ce n'est pas trop s'avancer que d'affirmer que l'ordre d'urgence est, à l'heure présente, le suivant : 1° *Médecine et Pharmacie ;* 2° *Sciences expérimentales et technologiques ;* 3° *Economie politique et droit ;* 4° *Lettres*, c'est-à-dire histoire sociale, philosophie sociale et morale, littérature et beaux-arts.

I. — *Médecine et Pharmacie.* — Notre humanité surmenée, ravagée de maladies sociales et dans laquelle les suites de la guerre menacent de produire une sélection à rebours, une *sélection des inaptes*, doit avoir pour souci essentiel de régénérer la vigueur physique des survivants. Le mal prolétarien le plus grave qui soit issu de la révolution industrielle au XIXe siècle, c'est la misère; et la misère n'est pas seulement privation de joie, de confort, de culture; elle est débilitation physiologique. Le relèvement actuel des salaires ouvriers tarit la source principale de la misère. Mais les effets lointains de la misère d'autrefois, la dégénérescence, les mauvaises habitudes sociales, subsistent. Le moment est venu d'extirper ces effets dérivés. C'est là le souci qui inspire la création projetée d'un Institut d'hygiène à la Faculté de

médecine de Paris (fondation Lannelongue). Mais toutes nos Universités devraient avoir leur Institut d'hygiène, et cet Institut, tout en réservant à la Faculté son activité de découverte et la formation spéciale des médecins-hygiénistes, devrait transporter toute son activité de propagande à l'Institut du Travail. (1)

Si considérables que doivent être encore à l'avenir les découvertes de l'hygiène, dès maintenant il est certain que la science de l'hygiène est infiniment en avance sur la pratique ; et ni les particuliers, ni les municipalités, ni l'État, ne se font scrupule d'enfreindre les prescriptions dont la méconnaissance abrège la vie annuellement d'hommes par centaines de mille. Ni les règlements

(1) Cet Institut d'hygiène de Paris exerce ses étudiants les plus mûrs à des manipulations, à des enquêtes, à des rapports épidémiologiques, à des épreuves cliniques, sur les maladies transmissibles. Il délivre, à la fin des études, un diplôme supérieur d'hygiène. Il devra sans doute créer des diplômes plus élémentaires pour des auditeurs moins spécialisés. Une école excellemment organisée pour répondre à de pressants besoins ouvriers, c'est l'*Ecole de puériculture* de la Faculté de médecine de Paris, où se parachève l'instruction des médecins et des sages-femmes, mais où se forment aussi nos visiteuses d'hygiène maternelle et infantile, nos assistants scolaires. Toute la propagande française en faveur de la puériculture et les principales recherches tendant à améliorer l'hygiène infantile sont surtout dirigées et subventionnées par cette école. Il n'est que juste de rendre hommage aux efforts heureux et prolongés du docteur Sicard de Plauzolles et de l'enseignement qu'il a organisé au *Musée Pédagogique* et à la Faculté des Sciences, pour répandre dans le grand public et dans notre personnel primaire les méthodes nouvelles de l'hygiène populaire et faire connaître les établissements qui déjà les pratiquent.

d'atelier, ni les lois ne sont au courant ; et, à peine édictés, lois et règlements tombent en désuétude. On a plus de souci des maux qui déciment le cheptel national que des fléaux qui détériorent notre richesse principale, à la fois matérielle et morale, les réserves physiologiques de la race.

L'Institut du Travail devra exposer les résultats nouveaux des sciences naturelles appliquées à l'homme. Sa tâche sera toutefois surtout d'en poursuivre la diffusion réelle, de les enraciner dans l'opinion, de façon qu'ils ne soient plus méconnus.

La révolution industrielle du XIXe siècle a exploité infiniment le travailleur. La réforme sociale nouvelle mettra fin à cette exploitation. Elle demandera pour cela tout d'abord à la science nouvelle du travail d'étudier expérimentalement le moteur humain, son rendement, sa durée, son usure. La réforme taylorienne a son point de départ dans cette étude. Et comment ne nous serait-elle pas venue d'Amérique, alors que de 1800 à 1820 la supériorité du bûcheron des États-Unis sur tous les travailleurs européens dans la grande œuvre du défrichement des forêts vierges consistait dans un chronométrage plus minutieux et dans une adaptation mieux calculée de tous ses mouvements ? Or n'est-il pas évident qu'une économie plus rigoureuse de l'effort musculaire doit diminuer la fatigue et finalement l'exploitation de l'homme ?

Ce n'est pourtant pas ce que croient nos ouvriers. Ils se montrent très rebelles dans beaucoup d'usines

aux études de chronométrage taylorien. C'est qu'ils soupçonnent que toute économie de force, aboutissant à un surcroît de rendement, peut entraîner plus tard, avec une exploitation musculaire intensifiée, un abaissement, sinon du salaire absolu, du moins du salaire alloué par pièce ou par heure.

Leur révolte contre l'étude physiologique du travail fait partie de la tactique générale de freinage par laquelle ils essaient d'annihiler tous les progrès techniques, parce qu'ils en croient les plus-values destinées aux capitalistes seuls. Il paraît certain d'autre part, que W. Taylor, dans son étude scientifique des mouvements, n'a eu en vue que l'économie de temps, un agencement saisissant des mouvements utiles, sans préoccupation suffisante de la fatigue, de la monotonie, et de ce dégoût que donne à l'ouvrier le sentiment d'être un pur engrenage dans un mécanisme. Aucune enquête étendue sur les moyennes musculaires et nerveuses des travailleurs, sur les qualités industrielles des différentes races humaines, qui varient comme leurs qualités athlétiques, ne sera possible sans une collaboration cordiale des classes ouvrières. Aucune expérience de laboratoire ne supplée aux observations vastes faites sur des ateliers entiers et qu'il faudra prolonger pendant des générations. Car l'usure qui résulte du rendement intensif d'un ouvrier n'apparaîtra peut-être que dans sa vieillesse ou dans les tares de sa descendance.

Il convient de persuader à la classe ouvrière que

de telles études, utiles à l'industrie, sont en outre entreprises pour son bien. Il faut la convier à y participer et lui en faciliter le contrôle. La réforme taylorienne dépasse en portée sociale et philanthropique les résultats provisoires qu'elle atteint par des méthodes partiellement erronées. Elle subsistera, malgré ces erreurs. Mais il faut dès maintenant y apporter des correctifs par les méthodes cinématographiques dues à l'école française de Marey, par toute une étude expérimentale du travail professionnel, dont A. Imbert, E. Gley ou J.-P. Langlois ont donné des modèles achevés.

Des médecins seuls et des psycho-physiciens peuvent compléter l'œuvre esquissée par le grand ingénieur américain. Les premiers y ajouteront les contre-épreuves physiologiques ; ils habitueront nos ouvriers à accepter docilement les enquêtes nécessitées par l'étude de troubles que la fatigue apporte à l'alimentation, à la pression artérielle, à la respiration. Ils joindront l'étude de la fatigue nerveuse et cérébrale, si peu connue, à l'étude de la fatigue purement musculaire. Les psycho-physiciens décèleront cette fatigue par des *tests* dont ils disposent seuls et qui, antérieurs aux troubles fonctionnels que la fatigue entraîne, peuvent nous avertir de les enrayer avant que le médecin constate qu'il faut déjà les guérir. (1)

---

(1) Sur tous ces problèmes, v. J.-M. Lahy : *Le Système Taylor et la Physiologie du Travail professionnel*, 1916.

De telles recherches conduiront sans nul doute à une notion nouvelle de l'éducation physique. C'est d'hier qu'à l'Université de Paris ces études sont pourvues d'un enseignement, suivi avec passion par une foule de directeurs d'école et de professeurs de gymnastique, par des techniciens notoires des sports. Les résultats en devraient être familiers à toutes les familles ouvrières, à tous les instituteurs, à tous les chefs d'ateliers où travaillent des adolescents. Comme il y a une fatigue des ouvriers industriels ou des intellectuels, il y a, en effet, un surmenage de l'enfance. Comme il y a des déformations physiologiques qui viennent de la profession, ainsi il y a des attitudes défectueuses de l'enfant qui le déforment et le débilitent durant sa croissance. Il y a même des gymnastiques fautives; et le litige entre les différents systèmes d'entraînement sportif ou athlétique, s'il a suffi à éliminer des exercices malfaisants, n'a pourtant pas encore abouti à édifier un corps de doctrine qui aboutisse à former l'athlète complet, l'homme et la femme parfaitement équilibrés et adaptés à tout ce que la vie peut exiger de leur endurance. Il y va de la régénération entière de notre peuple. Et s'il était possible de trouver, comme on l'espère, un système d'entraînement rationnel même pour les hommes d'âge, la longévité qui en résulterait serait pour beaucoup un réconfort, pour la collectivité entière une richesse nouvelle.

Rien n'est plus difficile que d'apprendre à la

classe ouvrière une diète exacte, une alimentation qui ne gaspille pas ses ressources et la fortifie, sans avoir recours aux excitants nocifs. Il ne sert à rien de la semoncer. Les moralistes bourgeois, s'ils sont abstinents, ne le sont pas toujours par goût. Et s'ils vivent dans l'abondance, tandis qu'ils prêchent l'économie au peuple, leur hypocrisie sera vite dépistée. La vertu d'économie qui fait à chaque dépense sa part, s'acquiert tardivement dans toutes les classes et exige une prévoyance qui résulte d'une longue habitude de vie aisée. Elle ne se prêche pas comme un code moral, que nos ouvriers ne se laisseraient d'ailleurs pas imposer du dehors. Toutes les directrices de nos écoles ménagères, et les organisateurs de conférences populaires sur la vie à bon marché, savent qu'un enseignement qui propose aux ménagères du peuple de se rationner ou de substituer des succédanés salubres, mais économiques, à un genre de vie dispendieux et agréable, provoque dans le peuple la révolte ouverte et les *lazzi* inconvenants même des jeunes filles.

Le médecin a plus de chance de convaincre que le moraliste ou l'économiste. Il faut démontrer que, dans toutes les classes sociales, de certains tempéraments et un certain genre de vie exigent une certaine alimentation et une ration définie. Cela est vrai à tous les âges depuis le nourrisson jusqu'au vieillard sclérosé. (1) On ne nourrit pas

(1) Le docteur Morel, de Villiers-le-Duc (Côte-d'Or), maire de sa

un homme prédisposé à l'arthritisme comme un homme enclin à la tuberculose, ni un travailleur de bureau comme un ouvrier occupé à des travaux de force au grand air. On devrait pouvoir procéder expérimentalement, encourager les mères ou les directrices de pouponnières à essayer sur les enfants les systèmes d'alimentation rationnels ; organiser pour les adultes des concours d'endurance au travail comme on organise des concours d'athlètes. Les syndicats devraient en prendre l'initiative non pour fortifier l'obéissance passive, mais pour s'assurer que le genre de vie dans chaque métier suffit à réparer l'usure qui résulte du travail. L'Institut du Travail fournirait les méthodes et les arbitres impartiaux.

La théorie des aliments rationnels, de leur valeur nutritive, de leur action sur le système nerveux, de leurs succédanés recommandables, de leur falsification, a besoin de descendre dans les profondeurs du peuple. Nos professeurs de pharmacie doivent tous leurs efforts à la diffusion pratique de cet enseignement. Aucune campagne contre l'alcoolisme ne réussira par la propagande purement

---

commune, réussit par des prescriptions rigoureusement surveillées, surtout en matière d'alimentation des nourrissons, à faire descendre à *zéro* la mortalité infantile dans une commune qui avait toujours perdu 30 0/0 de ses nouveaux-nés. En dix ans, aucun enfant n'est mort. Un tel homme serait qualifié pour enseigner devant un auditoire de maires de villages, à l'Institut du Travail de Dijon. — V. J. Héricourt, *L'Hygiène moderne*, 1920, p. 117 et suivantes.

moralisante. L'exemple des athlètes est plus persuasif. Mais cet exemple lui-même, il faut le mettre sous les yeux du peuple et faire appel au témoignage des athlètes dans des démonstrations publiques et régulières. A côté des intoxications causées par l'abus des excitants nocifs, la théorie des poisons industriels prendra sa place. On comparera les lois diverses des peuples européens, les recours qu'elles offrent, les résultats qui s'obtiennent par leur application, rigoureuse ou relâchée. Ce n'est pas du haut d'une chaire seulement que cet enseignement doit être donné. Le témoignage des intoxiqués devra être invoqué, leur mal attesté par des expériences, leur amélioration constatée *de visu*.

Aucun contremaître ou chef d'atelier ne devrait ignorer les règles de l'hygiène des locaux, de leur ventilation rationnelle, de leur nettoyage. Le syndicat des cheminots devrait protester contre les méthodes de nettoyage des wagons de voyageurs qui, au lieu de détruire les germes, les jettent à tous les vents par un balayage ou un battage à sec des rembourrages, aussi dangereux pour le public que pour les travailleurs. Les principes qui inspirent et devraient améliorer nos règlements sur l'hygiène des rues et sur les habitations insalubres ne sont en réalité compris que d'une minorité de nos fonctionnaires municipaux. C'est qu'ils travaillent sur des grimoires bureaucratiques, et que les notions concrètes ne leur en ont jamais été enseignées. Notre nonchalance à tous dans l'observation

des règlements d'hygiène dans la rue ou dans les habitations, notre tolérance devant les truands cyniques qui les enfreignent, ne viennent pas toujours de notre lâcheté à engager une querelle pour le bien public, mais de notre insuffisante foi : cette foi serait plus vigoureuse, si elle s'appuyait sur des idées précises, devenues le patrimoine commun et défendu par tous.

L'agronomie aurait sa part dans cet enseignement. Il ne suffit pas que nos autorités apposent au bord des routes ou dans la forêt des écriteaux portant la mention : *Fièvre aphteuse*, pour que l'épizootie soit enrayée. Les éleveurs prudents interdisent sans doute à leurs bestiaux la zone contaminée; mais ils continuent eux-mêmes à la parcourir sans précautions. Si on avait inculqué à tous cette discipline exacte du travail que l'intérêt public exige, ce sont les syndicats agricoles eux-mêmes qui aposteraient aux carrefours des équipes d'hommes chargés de brosser au permanganate les pneus de toutes les automobiles, les bandages de toutes les roues, les semelles de tous les passants.

Une foule de maladies sociales et de vices sociaux serait mieux combattue si la notion en était mieux présente à l'esprit des foules. Il est honteux qu'un 14 juillet, une fête de la Victoire, une réception de souverain aboutissent, deux ou trois mois après, à peupler nos hôpitaux de cas d'avortements par milliers. Car tel est le fait régulier et déplorable. On ferait mieux d'abolir toutes les fêtes publiques

si elles devaient se solder toujours par un bilan de crimes. Enseigner à toutes les femmes du peuple les infirmités durables et les suites souvent mortelles que ces manœuvres entraînent est un devoir, et c'en est un plus urgent que de remédier aux misères sociales et aux hypocrisies d'opinion qui les rendent presque nécessaires. Le respect de la vie naissante, comme l'économie de la vie adolescente et de la santé adulte, doit être la première dignité d'une démocratie, et cette dignité peut s'apprendre. Si une Université manquait de ressources pour créer un Institut du Travail complet, c'est sa section d'hygiène sociale qu'elle devrait créer d'abord.

II. *Sciences et technologie.* — Les applications de la science à l'industrie et à l'agriculture sont à ce point variées qu'il ne peut appartenir à un incompétent, comme je suis, de les dénombrer. Un Institut du travail peut les enseigner toutes. Il peut, s'il a des collections d'échantillons commerciaux et des collections technologiques, devenir dans chacune de nos grandes villes universitaires un vrai Conservatoire des Arts et Métiers. Il prendra conseil des intérêts régionaux et des besoins de son public. En thèse générale, il complètera partout où il sera nécessaire l'enseignement des écoles professionnelles, moyennes ou supérieures. Il tiendra le monde ouvrier au courant des inventions nouvelles.

Un secrétaire de syndicat d'ouvriers métallur-

gistes, au bout de cinq ans de guerre, n'est plus au courant des transformations que l'outillage a subies dans un renouvellement qui équivaut à une révolution. Comment discuterait-il les conditions de fatigue et de danger, le rendement possible, la réparation physiologique nécessaire dans un genre de travail qui lui est inconnu? Veut-on qu'un tel homme retourne à l'école? L'atelier même lui est devenu étranger, après vingt ans de routine bureaucratique. Il devrait trouver à l'Institut du Travail un enseignement théorique, accompagné de visites d'atelier, pour suppléer à l'expérience absente.

Il faut, en effet, se rappeler que toute invention nouvelle a de graves répercussions sur les conditions du travail. Dans les régions où le four électrique à fabriquer de l'acier a supplanté l'ancien haut fourneau, ce n'est pas seulement l'agent physique de production qui est changé : les équipes ouvrières sont modifiées dans toutes leurs articulations. Elles ne comptent ni le même effectif ni la même proportion de manœuvres et d'ouvriers qualifiés. Un déplacement insensible confie à la machine ou aux agents chimiques les manipulations élémentaires ; la surveillance et la direction seules appartiennent encore à l'homme. Ces substitutions ne se font pas sans économie de main-d'œuvre. Elles sont vues avec hostilité par les ouvriers de tous les temps. L'histoire des émeutes ouvrières contre les grandes améliorations mécaniques de l'industrie

textile au XVIIIe et au XIXe siècles a inspiré à Marx toute une philosophie de la révolution. La substitution des machines linotypes aux anciens procédés de composition à la main a amené à Paris des grèves redoutables de typographes, il y a peu d'années. Nulle part et jamais le progrès n'a pu s'enrayer. On peut enseigner aux ouvriers que de telles résistances ajoutent des souffrances volontaires aux crises de chômage forcées. Il faut donc y chercher d'autres remèdes que la dévastation des ateliers.

Ce dont souffre la classe ouvrière, c'est d'ailleurs moins encore son insuffisant salaire (car cette souffrance a peut-être pris fin) que le mépris délibéré avec lequel on la tient à l'écart de toute information sur la gestion. Elle soupçonne avec raison que le secret des affaires est moins destiné à protéger le patron contre la concurrence qu'à abriter des spéculations et à élargir la marge des bénéfices au détriment des salaires. Si les secrétaires des grands syndicats ont communément une influence modératrice, c'est qu'ils sont en mesure de connaître la situation du marché mondial et d'exercer le contrôle approximatif des grandes usines. Il y a telles industries, dans le textile et dans la métallurgie, où la vitesse des machines doit se calculer par fractions de minute et de seconde, et où un ralentissement au dixième des moteurs lancés à 800 tours à la minute ferait perdre toute chance de soutenir la lutte pour la vie. Les vastes bénéfices imprévus

se font par des spéculations lointaines, par l'accaparement soudain d'une récolte, d'un stock, d'un gisement minier. Quand la matière première arrive à pied d'œuvre, la rafle des bénéfices est faite : il ne reste qu'à l'engranger en évitant la déperdition par les retards, par le freinage, par la hausse des salaires et des frais. C'est à quoi il est pourvu par une analyse minutieuse des prix de revient à chaque échelon de la fabrication.

Mais la classe ouvrière soupçonne toujours l'existence de ces spéculations préalables. Ses grèves sont moins destinées à en empêcher le retour qu'à réclamer sa part du butin. Or, ce n'est pas assainir la morale industrielle que d'associer les ouvriers aux coups de filet des capitalistes, si l'on ne cesse pas de détrousser les consommateurs.

L'Institut du Travail aurait à enseigner ce mécanisme des spéculations. Il ferait voir qu'il ne fonctionne ni avec précision ni avec permanence ; et que les fantaisies de l'acheteur, ses engouements factices ou ses besoins réels jouent un rôle aussi grand dans la spéculation que l'accaparement, parce que sa capacité d'achat est en fin de compte une source plus jaillissante de bénéfices que les geysers de pétrole du Caucase et constitue une mine d'or plus riche que celles du Transvaal. Pourtant les ressources permanentes du marché du monde, le rendement des grands gisements miniers en charbons, en métaux, en matériaux de construction, la provenance et le tonnage des grandes récoltes mondiales

en bois, en céréales, en plantes fourragères ou oléagineuses, en denrées coloniales, devraient être enseignées d'après les statistiques les plus précises, de façon à ce que toutes les classes de la nation s'habituent à venir voir la disette ou l'abondance, la hausse ou la baisse des prix, comme on prévoit le cheminement des dépressions ou des hausses barométriques.

III. *Économie et droit.* — Une telle étude de géographie physique, où tous les géologues, les ingénieurs métallurgistes et les techniciens de l'agronomie auraient à participer, empiéterait déjà sur le domaine de l'économie politique, tant il est vrai que les cloisons étanches entre nos Facultés doivent tomber. A vrai dire, toute production doit être envisagée dans son aspect économique, après avoir été décomposée dans ses éléments mécaniques, physiques et chimiques. Le prix de revient d'une tonne d'acier liquide n'est pas le même selon qu'on emploie un four électrique ou un haut fourneau. Il faut amortir l'installation des fours, et les frais en sont variables selon leur structure, leur nombre et leur tonnage, comme avec la nature et le tonnage des creusets. Il convient d'ajouter le prix de la force ou du combustible consommés par le travail des fours, par les appareils auxiliaires et d'éclairage. Le prix, à égalité du coût de la matière première, variera avec le nombre des fusions en vingt-quatre heures, avec le nombre des équipes, le taux des salaires, la durée du travail, les frais

alloués à la direction. Tous les ingénieurs sont familiers avec ces données dans leur rayon, mais ils les ignorent souvent pour les rayons voisins ; et les ouvriers sont tenus dans l'ignorance totale. Il est scandaleux qu'un ouvrage technologique de nos jours puisse contenir des recommandations de ce genre-ci :

> Ne faire connaître les chapitres composant un prix de revient qu'à ceux qui sont chargés d'établir le prix définitif de fabrication. Éviter les indiscrétions. (1)

Aujourd'hui, le plus clair de la science d'un industriel réside dans le secret qu'il garde sur ses prix de revient et sur ses spéculations d'achat. Elle consiste à surprendre les prix de revient de ses concurrents et à empêcher les indiscrétions sur les siens. Partout ailleurs, cet industriel est communément inférieur à ses propres ingénieurs et aux hommes de science. Si les syndicats ouvriers conseillent le freinage ou la grève, c'est souvent à cause de l'irritation où se trouvent les ouvriers de travailler dans une pénombre éternelle. La justice ne pourra évidemment s'établir qu'en un temps où tout le monde rendra ses comptes au grand jour ; et la supériorité peut-être unique, mais certaine, des services publics et des manufactures de l'État consiste dans l'obligation où ils sont d'ouvrir au Parlement,

(1) David Carnegie Sidney C. Gladwyn. *L'Acier, sa fabrication, son prix de revient*, 1919, p. 594.

c'est-à-dire à tous les citoyens, le détail de leur comptabilité.

L'économie politique enseignée ainsi dans un Institut du Travail sera toute réaliste. On la demandera aux praticiens, aux ingénieurs de l'État et de l'industrie privée, aux banquiers, aux chefs des grands syndicats ouvriers et des grandes coopératives, aux agronomes. Pour voir s'effondrer l'ancienne construction de l'économie classique, il suffit d'ouvrir les beaux manuels nouveaux de la science de l'ingénieur ou de la nouvelle agronomie. On joindrait à cet enseignement renouvelé, pour les auditeurs de l'Institut du Travail, des visites et des enquêtes aux grandes usines, aux contrôles électriques, aux grandes gares de triage, aux mines, aux fermes modèles, aux grandes maisons de commerce, aux bureaux et ateliers des principaux services publics.

Car une des parties les plus neuves de cette économie concrète qui s'est récemment fondée, c'est la science de l'organisation des usines. (1) De même que celles-là parmi les nations l'ont emporté dans la concurrence mondiale chez qui le minerai de fer se trouve dans le voisinage immédiat des charbonnages, ou qui ont su le mieux agencer leurs voies de communication, et dont tout le territoire est le

(1) On vient de créer pour la première fois cet enseignement à l'École Centrale en 1920. Mais il intéresserait pour le moins autant les travailleurs que les ingénieurs.

mieux taylorisé ; de même l'emporteront les usines où le magasinage sera le mieux entendu, où les matières premières arriveront aux machines et sous la main de l'ouvrier avec le moindre effort, où la distribution taylorienne des besognes sera le mieux engrenée. Ainsi l'économie des efforts et des frais, qui porte sur d'énormes quantités quand il s'agit de la distribution rationnelle des usines dans tout un pays, porte sur des quantités infiniment petites à l'intérieur de chaque atelier, de chaque maison de commerce. Et il n'est pas jusqu'à la maison des particuliers et à la plus modeste cuisine, qui ne comporte une « taylorisation », dont il existe des principes, utiles à enseigner aux ménagères.

C'est après le relevé total de tous les frais de production que l'on en peut venir à une revision de tous les revenus. Tout le fonctionnement économique d'une nation repose sans doute sur des croyances de droit. Mais le droit dans son application coutumière peut rester en deçà des possibilités ou des nécessités que crée l'évolution rapide de la production. Toute la grande question des salaires du travail intellectuel est impliquée dans une telle étude. Il faut finalement qu'une société fasse le choix de sa destinée. Il faut qu'elle décide si elle souhaite une sélection d'intellectuels ou une sélection de manuels. Elle déclare le choix qu'elle a fait par la rétribution qu'elle accorde aux services rendus.

***

Peu de personnes dans la bourgeoisie contemporaine se rendent compte des répercussions que peut entraîner une bonne ou une mauvaise échelle de salaires usitée dans une nation. Les praticiens devinent vaguement, et les hommes politiques savent par des souvenirs historiques imprécis, que la paix sociale est intéressée à une répartition des revenus qui ne fasse pas trop souffrir le grand nombre. Ils soupçonnent qu'on évite les luttes de classe dans les pays où il n'y a pas deux classes tranchées, très inégales par la richesse, et dès lors hostiles. La tranquillité publique est mieux assurée quand il y a cent classes diverses et que les revenus échelonnés descendent par paliers lentement déclives. Ce serait déjà une raison d'étudier une échelle de salaires rationnellement graduée et qui permette une lente ascension dans l'aisance aux ouvriers les plus qualifiés.

Ce qu'on sait moins, c'est que toute la valeur et la force d'une nation dépendent de la hiérarchie de salaires qu'elle a su établir. Quoi qu'on fasse, au terme, il entre dans tous les produits de la *terre* et du *travail*, et ce travail est manuel ou intellectuel. Echanger des livres contre des victuailles, c'est échanger un produit où il entre peu de terre, une quantité limitée de travail musculaire, mais beaucoup de travail intellectuel, contre des produits où il entre beaucoup de terre, beaucoup de travail

musculaire et un travail intellectuel limité. Car pour faire un livre, il ne faut que la terre suffisante pour y faire pousser quelques tiges d'alfa ou les arbres nécessaires à fournir la pâte de bois dont on fera du papier ; il suffit du travail musculaire des ouvriers employés aux machines rotatives. Mais tout le reste, le travail des typographes et des protes, le travail de l'écrivain, sont de purs efforts d'attention, de savoir, de recherche et d'imagination. Pour produire une denrée alimentaire, viande, blé ou fruit, il a fallu tout le sol nécessaire aux plantes nourricières des animaux de boucherie ou des grains panifiables, le travail musculaire considérable que nécessite l'agriculture ; mais il a suffi du savoir limité que nos paysans recueillent de leurs pères et qu'ils augmentent doucement par la fréquentation des écoles d'agriculture.

Septupler ou décupler le prix des denrées alimentaires, c'est-à-dire le loyer du sol et la main-d'œuvre agricole, et doubler à peine le salaire du travail intellectuel équivaut donc à réduire de trois quarts la richesse et, tôt ou tard, l'effectif des travailleurs de l'esprit, y compris les ouvriers supérieurs. Il peut advenir de la sorte qu'un pays ait de grandes richesses agricoles et n'imprime plus de livres, qu'il ait beaucoup de paysans aisés et ne contribue plus à la vie de la science, de la littérature et des arts ; et c'est le danger que nous courons.

Il en est ainsi dans toutes les industries. On tarit le recrutement des travailleurs supérieurs si on

déprime trop leur salaire, Or cette tendance a toujours été générale chez nos industriels, puisqu'ils diminuaient ainsi leurs frais de main-d'œuvre et de gestion. Et ils le faisaient presque sans risques, puisqu'il manque aux ouvriers supérieurs et aux ingénieurs la force que donnent les gros contingents. Il ne leur reste que la puissance qui résulte de leur spécialisation et de la difficulté qu'on aurait à les remplacer, s'ils venaient à manquer.

C'est d'ailleurs pourquoi le capitalisme, avant l'époque taylorienne, a toujours aspiré à introduire des méthodes automatiques où le travail inférieur dominait et qui, une fois mises en marche, confiaient à des chefs d'atelier et non à des capitaines d'industrie et à de forts états-majors d'ingénieurs moyens, la direction des usines. Cet esprit, en tarissant le recrutement des élites, aboutit tôt ou tard à la stagnation, et la force de la nation en peut être atteinte dans sa moëlle.

Qu'on n'objecte pas ici que la croissance de l'industrie moderne décide et impose le choix et la composition des équipes. L'industrie n'est pas gouvernée par un tel déterminisme : elle a fait en France, quelquefois, des choix qui ont failli nous être mortels. Les hommes du métier savaient, mais le monde a appris avec stupeur que nos industries chimiques, après avoir confié le soin difficile des installations premières à des ingénieurs qualifiés, avaient coutume de jeter sur le pavé ces mêmes ingénieurs pour ne garder que des contremaîtres

routiniers. Il s'en est suivi non seulement que les grandes usines chimiques d'Allemagne, où travaillaient des laboratoires inventifs dirigés par des spécialistes, ont distancé infiniment en temps de paix le pays qui a inventé la chimie, c'est-à-dire la France. Mais peu s'en est fallu que, faute de chimistes capables, nous ne pussions suffire à nos productions de guerre. L'industrie française avait préféré une sélection de contremaîtres. Sans le secours qu'elle a trouvé dans les hommes de science pure, dans les professeurs et dans les ingénieurs qu'elle avait laissés sans place, elle menait la patrie à la ruine qu'elle avait préparée par son malthusianisme économique.

Les États-Unis qui, pour leur métallurgie énorme, préfèrent une sélection d'ingénieurs moyens, n'ont pu mener à bien, seuls, la construction de leur artillerie. Les bolcheviks russes ont amené le désastre permanent et la famine de leur pays, parce qu'ils ont persécuté les ingénieurs.

La même alternative s'offre aux industries quand il s'agit de fixer une échelle de salaires. S'il était vrai que la méthode taylorienne des primes pousse à une sélection purement musculaire, et que « ne voyant dans l'homme que sa valeur de rendement », elle aboutisse à une « dépréciation de l'ouvrier qualifié », (1) il faudrait l'abandonner comme con-

(1) J.-M. Lahy. *Le Système Taylor*, pp. 94, 174, 177.

traire à ses propres principes. Peut-être en effet les méthodes de l'Américain Halsey ou de l'Anglais Rowan valent-elles mieux. Mais une erreur de calcul commise par un réformateur ne condamne pas sa réforme. Le taylorisme est un vaste mouvement social qui dépasse infiniment l'homme dont il porte accidentellement le nom. Si Halsey et Rowan arrivent à appliquer leurs règles de calcul avec le consentement des ouvriers, tandis que la règle de Taylor produit leur insurrection, (1) c'est que Halsey et Rowan seraient meilleurs tayloriens que Taylor. Les travaux d'approche, les études de longue haleine que la réforme exige, il faut, pour les mener à bien, non des industriels qui seraient juges et parties, ou des ingénieurs suspects de complicité, mais des savants, amis du peuple, dont l'arbitrage scientifique serait accepté. Ce seront les professeurs de l'Institut du Travail.

Du même coup, toutes les vastes questions du droit positif et du droit rationnel sont rouvertes et il convient de les dérouler devant les ouvriers. Il ne faut pas se borner à leur analyser et à leur rendre maniable le code du travail. Les ouvriers sont friands de généralités expérimentalement ou historiquement fondées. Ils ont le sentiment de vivre dans une société où les normes du droit retardent sur les conditions économiques de la grande industrie et sur le développement présent

(1) *Ibid.*, p. 176.

des individus. Rien ne serait plus fructueux pour nos juristes de souche bourgeoise, habitués aux formes traditionnelles de la propriété foncière, commerciale et industrielle, et aux types de contrat qu'elles engendrent, que de se familiariser avec les idéals des ouvriers industriels, en se mêlant à eux.

Nos professeurs de droit sont assez historiens pour savoir que le droit a évolué et que le Code civil ne sera pas éternel. Il n'est plus tolérable de considérer comme applicable entre un grand patron d'usine et ses 20.000 ouvriers un contrat de salaire dont la forme a été inventée pour régler les rapports du maître de maison et de son valet de chambre. Des types nouveaux de propriété naissent tous les jours. Les « actions de travail » sont d'hier. Des formes nouvelles de propriété ouvrière pourront se développer dans la grande industrie elle-même. Un tour métallurgique fonctionnant jour et nuit peut avoir trois conducteurs différents en vingt-quatre heures : mais si ces ouvriers, comme cela s'est vu, sont de la même famille, le père, un fils, une fille, tout se passe comme si cette famille était détentrice de ce tour ; on conçoit qu'un jour elle puisse, sous un nouveau régime de commandite ou de coopération, devenir propriétaire de son outil et associée de son patron.

Les problèmes généraux du droit de propriété se trouvent ainsi posés avec ampleur par les progrès du travail lui-même ; et l'on voit approcher le

temps où une revision générale de notre droit, vestige d'un régime social disparu, se fera après consultation des travailleurs organisés. On verra alors que les luttes sociales principales n'ont nullement lieu entre patrons et ouvriers ; mais que la lutte est plus ardente entre producteurs agricoles et travailleurs industriels qu'entre les patrons des uns et des autres.

Enfin, à tout le travail réorganisé par des contrats nouveaux, il faudra sa discipline. Déjà, dans la réforme taylorienne des usines, la discipline des ateliers a dépouillé son caractère militaire. Il est réjouissant que l'ancien règlement d'atelier draconien ait disparu et qu'il suffise d'afficher la loi. Les conditions du travail sont à ce point déterminées qu'elles s'imposent dès qu'elles sont connues. Il n'y a guère de classe ouvrière qui ne comprenne la nécessité de la discipline expérimentalement éprouvée. « Le travail commande » est un dicton ouvrier ; et ce n'est pas seulement la marche des machines, la durée normale des opérations taylorisées qui règle le rythme et l'avance : c'est le souci de satisfaire aux engagements pris, aux commandes acceptées, le souci de la perfection, l'honneur enfin du métier, qui n'est pas éteint aux cœurs des travailleurs. Mais il serait bon que les chefs des syndicats et des coopératives vinssent exposer, à côté des ingénieurs, cette notion qu'ils ont de la discipline, faite de leur libre acceptation d'une autorité qui les associerait à la gestion.

IV. *Lettres.* — Au premier abord, le rôle des Facultés des Lettres semblerait devoir être minime dans un Institut du Travail. Elles y peuvent en réalité seules apporter l'achèvement. Car ce qui importe le plus à l'intelligence des faits sociaux, c'est leur *histoire*, et ce qui importe à la pratique sociale, c'est un *idéal*.

En décrivant comment a varié l'habitat des hommes, comment s'est différencié le travail humain, en s'adaptant à la nature du sol dont il dépend parce qu'il en exploite les ressources, cet enseignement des lettres est tout près de la géographie physique. Mais il la complète par la géographie humaine et économique et par l'histoire du travail. Si la valeur industrielle des races humaines est inégale, cela ne tient pas seulement à des différences physiologiques, mais à des différences de civilisation. Un moujick russe devenu ouvrier d'usine sera toujours trop payé, parce qu'il n'a ni les doigts, ni le cerveau, ni le savoir qui assurent le rendement de l'ouvrier européen occidental.

On peut démontrer comment sont nés les différents types de maisons, rurales et urbaines; les différents types d'ateliers. La naissance des villes, foyers de la civilisation supérieure, est le fait social le plus grave : il s'explique par des raisons multiples. La densité funeste de la population urbaine d'aujourd'hui ne se serait pas produite sans la nécessité séculaire d'abriter dans des enceintes

fortifiées toute une population qui s'y réfugiait pendant de longues périodes de guerre. La fondation des grandes manufactures a entraîné ensuite le foisonnement de *slums* hideux qui ont gangrené des provinces entières. La responsabilité du militarisme passé et de l'industrialisme d'hier dans l'insalubrité de nos grandes villes est un des faits les plus accusateurs qui obligent à fonder la paix durable, à surveiller la propriété foncière et à renouveler le droit industriel. Le moyen âge a connu des villes salubres, pleines de jardins. (1) Il a fallu l'horreur des guerres modernes depuis le XVIe siècle, et la scandaleuse indifférence de nos ingénieurs depuis le XVIIIe, pour expliquer les quartiers lépreux qui déshonorent toutes les grandes villes de l'Europe. C'est ce que nos ouvriers ont le droit de savoir.

L'histoire des luttes de classes depuis l'antiquité est un des sujets où il faudra apporter les lumières de la science la plus récente. Nos ouvriers vivent sur de haineuses généralisations qu'ils ont puisées dans l'histoire sociale d'Angleterre interprétée par Karl Marx. Cet exposé, méritoire pour le temps, a besoin de retouches. Il faut qu'une élite de nos ouvriers sache comment a vécu la grande propriété assyrienne ou égyptienne, le capitalisme

(1) Je citerai à titre d'échantillon les travaux de Ratzel, de Patrick Geddes, et une immense collection de monographies urbaines.

romain ou grec, comment est né le grand commerce florentin, vénitien, hollandais, anglais. Quelques monographies de grandes maisons de banque, de grandes compagnies coloniales ou de navigation, de grandes industries, illustreront l'histoire dramatique de la formation des classes dirigeantes. Cette histoire est instructive pour les ouvriers, parce que, leur dévoilant les causes qui ont fait naître les grandes entreprises capitalistes, elle les découragerait de diriger leurs attaques monotones au point où ils les portent et qui ne sont pas les plus vulnérables. L'histoire des régimes politiques, des institutions et des croyances a une responsabilité plus grande qu'ils ne pensent. Ce sont ces faits généraux des régimes qu'il faut présenter. La démocratie dissout d'elles-mêmes les classes sociales, comme elle aurait empêché les inégalités sociales de s'établir, si elle avait toujours surveillé avec vigilance et intégrité ses destinées quand elle en a été maîtresse.

A l'histoire entière des faits sociaux, il sera urgent d'ajouter l'histoire des idéals, des conceptions religieuses et morales, des grandes idées de réforme, qui sont nées de la misère en tous les temps. La discipline vraie des sociétés n'est jamais assurée par le commandement, mais par les croyances qui fondent l'autorité même, et le droit qu'elle s'arroge. Il reste à dégager toute une pédagogie sociale du mouvement d'idées confus qui a suivi l'écroulement de l'ancien régime en 1789. Car, à la veille de fonder

la République sociale, nous ne disposons pas encore de l'éducation qui, dans le travailleur, formera le citoyen et, dans le travailleur-citoyen, rétablira l'intégrité de l'homme.

L'enseignement des belles-lettres et des arts est indispensable à cette culture intégrale. Les humanités, qu'il faudra introduire jusque dans l'enseignement professionnel, doivent accompagner le travailleur toute sa vie. Il y trouvera une source de joie et de force. La littérature n'est pas un luxe. Un beau poème est une lumière et une consolation. De même que la civilisation matérielle vulgarise et permet à d'humbles bourgeois des vêtements et un confort qui, au moyen âge, étaient réservés à des aristocrates, le plaisir des plus hautes créations d'art doit descendre des élites à la foule. Des comédiens ont souvent remarqué qu'un beau drame classique est accueilli parmi les travailleurs par une plus naïve et plus jeune émotion et par un bon sens moins déformé que parmi les *snobs* et dans les cénacles de littérateurs. C'est pitié de voir de quels acteurs, de quelles misérables littératures, de quelle triste musique se contentent les « soirées familiales » de nos ouvriers. Un enseignement suivi épurerait leur goût et les mettrait en mesure d'apporter eux-mêmes à ces séances récréatives une collaboration d'amateurs mieux éclairés.

Il faut se garder d'offrir aux ouvriers seulement la description littéraire de leurs misères et de leurs luttes, *Germinal*, de Zola, ou encore les romans

rustiques d'Émile Guillaumin ou de Pouvillon, de Charles-Louis Philippe. Ces œuvres ont une haute valeur, soit d'expression, soit d'héroïsme. Il ne faut pas en faire une « littérature de classe », une arme mise au service d'un idéal social. La mission de l'art est d'affranchir. Aucune beauté n'est didactique. Le jour où il y aurait une dramaturgie radicale-socialiste, et où l'on décernerait aux poètes un brevet de civisme syndical, on aurait fait comme l'Église, quand elle publie des livres avec des recommandations d'archevêques. Il faut à la récréation de nos ouvriers les plus belles œuvres de tous les temps. Je n'ai vu représenter qu'une fois le *Prométhée* d'Eschyle, mais c'est devant des ouvriers, que j'ai vus étreints d'une émotion silencieuse, parce qu'il leur semblait voir la Force et la Violence clouer sur le rocher tout le labeur inventif de l'homme.

Il est vrai que les arts plastiques trouveront dans les ouvriers un public mieux préparé. Ils aiment les belles formes issues du travail des mains. La faculté d'idéaliser est une des fonctions naturelles de l'homme. Cependant les créations de la peinture, de la sculpture, de l'architecture, qui sont du travail manuel idéalisé, s'ouvrent plus immédiatement à la sympathie et à l'intelligence des ouvriers.

Gardons-nous, là encore, d'offrir à nos travailleurs un art « didactique ». Il y a dès maintenant une peinture syndicaliste et une sculpture marxiste, dont tout le talent réside dans le choix des sujets

« lutte de classe ». Rien n'était attristant comme de voir Jaurès, au Salon, s'arrêter avec complaisance devant des tableaux enfumés représentant des puits de mine et leurs crassiers, ou des cortèges vociférants de grévistes, lui que, dans l'intimité, nous avons entendu commenter avec une éloquence si vraie Phidias ou Vélasquez. Un art élémentaire, sans doute, a le droit de chercher ses effets dans la pure virtuosité descriptive. Un art tendancieux peut, dans l'action pathétique, souligner la signification de combat; et, à ce compte, la description de la vie sociale présente est légitime, comme aussi la littérature à thèse. L'industrie moderne peut offrir à un Constantin Meunier quelques mâles et belles silhouettes de travailleurs. Mais déjà nos murailles se couvrent de hauts-reliefs fourmillant de forgerons syndiqués. Il ne faudrait pas que l'opinion ouvrière dévoyée et que l'ardeur politique de nos municipalités ajoutassent trop de bourgerons aux redingotes sculptées qui peuplent nos jardins publics.

La véritable glorification du travail est dans la perfection de l'art qui en naît. C'est une joie de visiter le château de Versailles avec un ébéniste du faubourg Saint-Antoine, qui s'arrête avec vénération devant une porte sculptée, non seulement parce qu'il l'évalue à 150.000 francs, mais parce qu'il est ému de voir le labeur honnête de ses camarades d'autrefois survivre aux siècles par la beauté des formes.

On peut donc inspirer à nos ouvriers une fierté légitime, en leur apprenant que les plus parfaites civilisations ont été créées par des travailleurs manuels ; que les statuaires grecs étaient estimés à l'égal des manouvriers, et que les plus belles œuvres que l'architecture européenne ait produites, après l'antiquité, les cathédrales françaises, ont été bâties par des corporations de simples maçons. Ces œuvres, il conviendra de les analyser, non seulement dans des conférences, mais avec des architectes pour guides, sur les chantiers ouverts pour leur restauration. L'histoire de l'art elle-même y gagnera, dont les meilleurs spécialistes ne sont pas ceux qui excellent à la description littéraire, mais ceux, aisément reconnaissables, qui ne craignent pas d'aller suivre le travail au chantier et jusque sur les échafaudages.

Si l'humanité de demain prend dans toutes ses classes sociales l'habitude de s'entourer de formes belles, il n'est pas défendu de penser qu'elle retrouvera quelques-unes des qualités artistes des grands peuples-génies, ceux de la Grèce antique ou de l'Italie de la Renaissance. Libre et heureuse, cultivée et noble, elle songera à devenir musclée aussi de corps, comme les héros de Michel-Ange, qu'on leur aura montrés et à reconquérir la robuste grâce dont est faite la séduction des jeunes femmes de Raphaël. Ainsi, par un enseignement de l'art, populaire, mais non abaissé, et réellement intensifié par la préoccupation du métier, se fermera

le cycle ouvert par l'enseignement de l'hygiène sociale. (1)

---

(1) C'est à contre-cœur que j'ai omis de faire ici une place à l'enseignement musical. La magnifique Renaissance musicale qui a marqué la Troisième République et qui a commencé par un relèvement de la culture musicale dans toutes les classes, n'a presque pas eu de répercussion dans l'enseignement de nos Facultés des Lettres. Les Universites de Paris et de Strasbourg ont seules des chaires régulières de musicologie. Partout ailleurs on compte sur les Conservatoires, dont plusieurs à vrai dire se chargent à merveille de leur tâche. Nos ouvriers sont très friands de musique. Dans leurs fêtes familiales, on leur en fait entendre de très mauvaise. Rien ne serait plus facile que de relever leur goût par une formation meilleure de leurs orphéons et de leurs sociétés de musique vocale. L'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre même et la Belgique nous distancent, alors que peut-être le don musical des Français, qui s'est révélé si inventif dans la création artiste, n'est pas moindre dans la virtuosité de l'exécution. Mais ce don veut être cultivé. Cette culture devrait être dirigée de haut par notre enseignement. Nos écoles normales primaires ne sont pas, à beaucoup près, au niveau de celles d'Allemagne. L'Alsace pourrait ici, pour une fois, servir de modèle. Il y a là pour nos ouvriers des sources de joie infinies qui ne demandent qu'à jaillir.

V

La Clientèle des Instituts du Travail et la sanction de leurs études

—

Je voudrais avoir donné l'impression que nous n'exigeons, pour l'enseignement supérieur ouvrier, rien qui n'existe déjà. J'aimerais à encourir le blâme de n'avoir pas énoncé une idée neuve. On ne me reprocherait pas alors d'être un utopiste. Si tout ce que nous réclamons pour le peuple existe déjà, dans des réalisations éclatantes parfois, mais éparses, on ne m'objectera plus l'impossibilité des Instituts du Travail.

L'enseignement supérieur ouvrier est donné, à Paris, dans une école excellente, légitimement appelée la « Sorbonne populaire » : le Conservatoire des Arts et Métiers. La Ville de Paris se propose en outre de créer à l'ancien hôtel Sully, en plein faubourg Saint-Antoine, un Institut, muni de collections technologiques, de salles de travail, où les ouvriers des métiers acclimatés dans le quartier trouveraient des modèles, des dessins, des livres, et écou-

teraient un enseignement sur les derniers progrès de leur art manuel. Notre *École de législation professionnelle*, subventionnée par l'État, et largement dotée de bourses, donne un enseignement spécial, théorique et pratique, aux jeunes gens qui se préparent « à entrer dans les services supérieurs de nos grandes administrations commerciales, industrielles et financières, ou à pratiquer une des professions pour lesquelles sont requises des connaissances juridiques pratiques » (compagnies de chemins de fer, de navigation, de tramways, assurances, banques, etc.). Une très remarquable *Ecole des travaux publics*, fondée, à Arcueil, par M. Eyrolles ; une *Ecole libre du génie civil*, qui existe dans le XVIIe arrondissement, à Paris ; une *Ecole spéciale d'architecture*, instruisent, même par correspondance, mais surtout exercent sur le terrain, par des travaux réels, une foule de jeunes gens d'origine souvent modeste, et dont ces écoles font des ingénieurs, des entrepreneurs, des conducteurs de travaux rompus à la pratique, mais d'un solide savoir.

Une *Ecole supérieure d'agriculture coloniale*, annexée au Jardin colonial, distribue un enseignement approprié à de jeunes agronomes, déjà munis de diplômes élevés, mais qui pensent apprendre la science nouvelle de la gestion de nos domaines coloniaux. Une *Ecole supérieure de perfectionnement industriel*, née de l'initiative des chefs d'industrie eux-mêmes, recueille, au sortir des plus grandes

écoles techniques, toute une jeunesse déjà très cultivée, afin de renouveler par l'étude des sciences appliquées toute la pratique industrielle, et d'enraciner toutes les connaissances théoriques de nos ingénieurs, moyens et supérieurs, dans une constante expérience, non de laboratoire, mais de manufacture.

L'hygiène n'est pas oubliée. La Faculté de médecine forme des médecins scolaires, des directeurs de bureaux d'hygiène, des médecins de dispensaires. Elle a organisé, à Paris, un enseignement de physiologie appliquée à l'éducation physique et à l'hygiène industrielle. Elle élargira tous ces enseignements dans sa nouvelle *Fondation Lannelongue*. Une *Ecole de surintendantes* prépare des femmes à surveiller, à diriger, à créer des organisations sociales de nos usines, de façon à assurer le bien-être matériel et la préservation morale des femmes et des enfants de la classe laborieuse.

L'enseignement de l'art lui-même a songé aux manouvriers.

L'*Ecole de sculpture et d'architecture comparée*, attachée au Musée du Trocadéro, fait étudier par des praticiens et pour des praticiens le métier, les matériaux, les tours de main, l'outillage et, enfin, les styles usités dans la bâtisse et dans la plastique de tous les âges, mais surtout aux époques dont nous avons à conserver et à restaurer les monuments. Elle cherchait, depuis de Baudot, à dégager des conditions faites au métier par les matériaux

nouveaux (fer, ciment armé, etc.), et des machines nouvelles qui les mettent en œuvre, les linéaments d'un style nouveau qu'elle enseigne aux maîtres maçons, aux entrepreneurs ou aux artistes de son auditoire.

Une *Ecole des Hautes Etudes urbaines* enseigne à un public, à la fois d'élite et très populaire, tous les secrets du sol et du sous-sol de nos villes, de leur alignement architectural, de leur législation communale.

L'*Ecole du Louvre* ne forme plus seulement de savants muséographes. Elle ouvre à notre nouvelle artisanerie d'art l'intelligence des trésors accumulés dans notre grand Musée national. Et sans cesser son vigoureux enseignement historique, elle enseigne les procédés des arts appliqués à l'industrie, l'art des grands décorateurs et la pratique des grands architectes du passé.

Que pourrait-on imaginer pour Paris, que Paris n'ait déjà inventé, essayé ou fait aboutir ? Et quel présent offrir à Paris, qui ne soit rendu inutile par tout ce qu'il enfante d'initiatives ingénieuses, généreuses et constamment renouvelées? Pourtant, s'est-on demandé pourquoi si peu d'ouvriers, même à Paris, deviennent ingénieurs ou architectes diplômés et pourquoi, en dépit de la loi Millerand qui leur ouvre l'inspection du travail, si peu d'ouvriers sont en mesure de passer les concours d'admission à l'inspectorat ? C'est que toutes ces écoles, magnifiques ou modestes, comportent des frais d'études

trop lourds. Leur enseignement occupe les heures de la journée et non du soir. (1) Comment un ouvrier, un apprenti, perdrait-il son salaire, ou prélèverait-il sur son salaire cette coûteuse scolarité? comment l'ouvrier ne penserait-il pas que ce sont là encore des écoles bourgeoises?

Puis, dans cette richesse parisienne, que de confusion! Dans cette surabondance touffue, à côté des doubles emplois, que de lacunes! S'il en coûte trop cher de suivre ces écoles professionnelles, dont les diplômes sont estimés des industriels, des commerçants ou des administrations publiques, n'y a-t-il pas trop d'écoles qui ne contrôlent pas leur enseignement par des examens serrés? Notre Conservatoire des Arts et Métiers, unique au monde, n'assure pas à ses élèves un placement de choix et une ascension certaine dans leur profession. Il munit d'une substantielle instruction des hommes qui vont à d'autres concours, à ceux des administrations publiques, demander leur gagne-pain. Ses « certificats d'assiduité » sont une bague au doigt, non une arme.

Il suffit de voir les enseignements technologiques du Conservatoire des Arts et Métiers regorger d'un auditoire sérieux et candide, le soir, pour s'assurer qu'il y a dans la classe ouvrière un besoin réel d'instruction supérieure. On accourt des plus loin-

(1) Le Conservatoire des Arts et Métiers a seul placé ses cours aux heures du soir, et seul il a des cours gratuits.

tains faubourgs. Mais que deviennent pendant ce temps les masses profondes logées à Belleville, à Grenelle, à Pantin, à Courbevoie, à Montrouge? Comment une agglomération laborieuse, qui avec la grande banlieue atteint quatre millions d'âmes, se satisferait-elle du seul établissement de la rue Saint-Martin? Le Conservatoire des Arts et Métiers, qui devrait être l'Institut du Travail de Paris, comment n'aurait-il pas ses succursales dans tous les faubourgs populeux qui font à la capitale une ceinture d'usines et de cités ouvrières?

Notre Conservatoire des Arts et Métiers n'est pas non plus relié à l'Université de Paris. Il n'en est pas le centre vivant, où se croisent et viennent converger les enseignements de toutes les Facultés. Il ne les unifie donc pas. Il est une école spéciale juxtaposée à d'autres écoles spéciales. Il y a des professeurs qui cumulent une chaire au Conservatoire avec leur chaire de Faculté. On ne voit pas un constant et fécond échange entre les Facultés et le Conservatoire. On n'y va pas enseigner par une délégation temporaire, dont on reviendrait enrichi de tout ce qu'on aurait pu apprendre par le contact ou le milieu populaire et par la familiarité avec des collections industrielles, dont la richesse est à rendre jaloux tous les laboratoires de Facultés.

On n'assiste dès lors à aucune émigration d'étudiants des Facultés sur le Conservatoire. Inversement, les professeurs de Faculté ne peuvent pas

prélever sur l'auditoire populaire du Conservatoire de quoi former une élite ouvrière qu'on destinerait à des situations de chefs, après avoir expérimenté leurs aptitudes. Cette grande marche ascensionnelle, qui devrait être possible, que le prochain avenir exige, et par laquelle les meilleures têtes de la classe ouvrière, une fois meublées de savoir, seraient portées à leur rang réel, est donc enrayée, parce qu'une fausse spécialisation, des jalousies de ressort, un esprit étroitement corporatif élèvent ces barrières factices. On peut affirmer que le jour où le peuple se sera rendu compte que des avenues lui sont barrées par la tradition hargneuse qui veille au seuil de nos institutions d'enseignement, il les brisera d'une poussée souveraine.

Encore Paris possède-t-il cette école, le Conservatoire, un peu étroit d'espace et de cadre, mais appuyé sur un si admirable musée de machines, de modèles et d'échantillons. Nos grandes villes industrielles, combien ne sont-elles pas déshéritées? Que peuvent opposer Lyon, Marseille, Lille, Rouen, à notre Conservatoire parisien? Pendant ce temps, les cours publics de plus d'une de nos Universités sont obligés, pour solliciter l'attention, de faire appel aux projections en couleurs, au cinématographe, à des séances musicales. Plus d'une Université provinciale, au lieu de consacrer à nos classes bourgeoises un enseignement peu vivace, ferait bien d'utiliser la force et l'ingéniosité de ses professeurs

au relèvement de la culture des travailleurs. Si la bourgeoisie de nos petites villes d'Université déserte les salles de cours, pourquoi le peuple ouvrier ne prendrait-il pas la place des bourgeois qui ne suffisent pas à les peupler? Et quel symbole ce serait de la révolution pacifique et large, de la socialisation légitime, qui assigne les parts de la richesse publique au savoir commun de ceux qui les conquièrent par l'effort!

Toute grande Université devrait avoir en pleine agglomération populaire son Institut du Travail. Ou plutôt elle devrait être ceinturée de tels Instituts; en placer un dans chaque faubourg; l'adapter aux besoins généraux de la ville et des métiers qui la nourrissent.

*
* *

Un tel Institut du Travail ne fonctionnerait pas aujourd'hui comme il fonctionnera dans cinquante ans. Une génération ne se sera pas écoulée sans que notre population ouvrière ait reçu dans les écoles techniques régénérées une instruction qui en mettra l'élite de pair avec les meilleurs élèves des lycées et la mettra en mesure de franchir le seuil de nos grandes écoles. Aujourd'hui, il faut accomplir une besogne élémentaire urgente, qui répare les malformations de l'insuffisante instruction primaire et de l'insuffisant apprentissage.

A des effectifs nombreux d'ouvriers, l'atelier sert

aujourd'hui de lycée. Sur le tard, et devant la révolution industrielle continuée, devant la réforme taylorienne des usines qui gagne de proche en proche, devant les obligations plus serrées de la nouvelle vie syndicale et civique, ils ont besoin d'un complément rapide et substantiel d'instruction. Là est la tâche de l'Institut du Travail de demain. Il descendra au niveau où il trouve les ouvriers les plus qualifiés, et les élèvera. Il aura à l'avenir moins à descendre et à s'élever plus haut.

Le premier soin de nos Instituts du Travail sera probablement de former les futurs maîtres de notre enseignement technique. Les connaisseurs savent les défauts des ateliers qui fonctionnent dans nos écoles primaires supérieures. Il se peut que l'enseignement donné dans ces écoles soit la cellule régénératrice de tout l'enseignement secondaire en France, réserve faite de la place qu'il faut garder aux humanités anciennes et modernes. Mais l'apprentissage qui se fait dans les ateliers de ces écoles gâche, par sa lenteur et son imperfection, le temps des élèves. Trois mois passés dans une bonne usine à Paris apprennent plus à un apprenti mécanicien que quatre ans d'enseignement technique dans nos écoles primaires supérieures.

Il y a là de graves vices de méthodes qui doivent tenir, non seulement à l'indolente discipline des élèves, mais à l'insuffisante formation des maîtres. L'Université du Travail de Charleroi, autrefois dirigée par M. Omer Buyse, a annexé à la magnifique série de ses enseignements professionnels pour ouvriers des *cours normaux* pour la formation des professeurs d'enseignement technique. Cet exemple mérite d'être suivi.

Il est nécessaire que ces professeurs techniques soient d'anciens ouvriers, des employés d'industrie et de commerce, sortis des rangs, et qui aient peiné à l'atelier ou derrière le comptoir. Eux seuls connaissent le langage, l'intelligence et le caractère des ouvriers. Ils savent imaginer les expériences et les démonstrations qui frappent leur esprit. Mais il est nécessaire, pour les dégager de la routine, et, pour qu'ils puissent enseigner le travail avec la précision délicate exigée par la mécanique moderne, qu'ils aient de sérieuses connaissances de mathématiques et de physique générale.

Enfin tous les hommes qui ont à commander, à élever, à contrôler des ouvriers et des ouvrières, adultes ou dans l'adolescence, devraient avoir reçu d'abord une initiation authentique aux conditions de la vie physique et morale des travailleurs.

Quand toutes les grandes administrations ont leurs écoles, quand la Guerre, la Marine, les Ponts et Chaussées, les Mines, les Postes et Télégraphes ont les leurs, où le Ministère du Travail a-t-il les siennes? où forme-t-il ses inspecteurs du travail et les fonctionnaires du service croissant et infiniment ramifié des assurances sociales? Il y faut des cadres sans nombre. En Allemagne, 200.000 ouvriers, sans quitter leur atelier, travaillent à leurs heures de

loisir pour le service des assurances-maladie ou des assurances-invalidité et vieillesse. Les services municipaux en sont grandement allégés, comme budget et comme personnel.

Et où donc formons-nous nos ingénieurs d'hygiène, alors que pas une de nos villes d'eau, pas un bain de mer, pas une de nos stations climatériques fréquentées par la clientèle exigeante des pays étrangers ne se soutiendrait une saison sans être mise en état de propreté et de défense prophylactique par tout un état-major de ces ingénieurs.(1) Or les garanties que nous accordons à la clientèle de nos villes de luxe, les refuserons-nous aux masses ouvrières qui peuplent nos usines, nos magasins, nos entrepôts? (2)

Un Institut du Travail, pour recruter sa clientèle, aurait à se mettre en relations avec les syndicats ouvriers et agricoles, les syndicats patronaux, les Chambres de Métiers, les Chambres de Commerce, les municipalités, les principaux services publics. Leur appel stimulerait l'affluence des

---

(1) La clientèle anglaise les a imposés à Nice et à Cannes. Pas une villa ne trouve preneur sans la garantie préalable d'un ingénieur d'hygiène, mais ces praticiens se sont formés eux-mêmes et sont, pour la plupart, dénués de connaissances médicales approfondies.

(2) On voit cependant, depuis les sévérités nouvelles de la loi d'assurance contre les accidents, que les grandes usines nouvellement fondées attachent à leurs services techniques un médecin et un laboratoire médical. Tous ces médecins devraient avoir passé par l'Institut du Travail.

étudiants, leurs représentants siègeraient dans le Conseil de perfectionnement de ces Instituts. Ils contribueraient à désigner les praticiens, ouvriers, ingénieurs ou chefs techniques, que l'on chargerait d'un enseignement de compte à demi avec les universitaires.

On arriverait vite à établir deux filières d'études aboutissant chacune à des diplômes gradués : 1° des études pratiques ; 2° des études théoriques.

1° Des études pratiques, d'abord élémentaires, compléteraient la formation, pour autant qu'elle serait retardataire, des futurs chefs d'atelier. Elle leur donnerait la préparation requise d'abord par la réforme taylorienne, puis par les nouvelles conceptions de droit et de la discipline ouvrière que va créer, à n'en pas douter, un syndicalisme régénéré.

Tous les futurs chefs de bureau et chefs d'exploitation de nos grandes administrations économiques, de nos municipalités, nos inspecteurs du travail, nos médecins communaux, recevraient utilement une initiation du même genre. Peu importe que les examens qu'ils subiront soient sanctionnés par des certificats de Faculté ou par le résultat de concours qu'ils affronteront à Paris. C'est là une étude de détail que mettront au point les services compétents. La spécialisation des candidats pourra être médicale, technologique, juridique ou historique et artistique. Pour quelques-uns, la préparation cumulerait toutes ces techniques. Les études inté-

grales de l'Institut aboutiraient à un diplôme d'*ingénieur du travail.*

2° Mais des études de sciences pures, un apprentissage des enquêtes d'information désintéressée, seraient de mise dans un Institut universitaire. Il est nécessaire qu'il se crée pour cela une *licence d'Université,* à variantes multiples, et composée de certificats décernés par les diverses Facultés. Ce serait une forte licence, et qui préparerait de bons inspecteurs du travail, qu'une licence où seraient jointes : 1° des études d'hygiène sociale, d'hydrologie et de toxicologie ; 2° de sciences appliquées aux métiers ; 3° de législation professionnelle et sociale ; 4° d'histoire sociale ou de géographie économique.

Il appartiendrait aux pouvoirs publics de salarier de telles études par une cote préférentielle dans certains concours scientifiques d'agrégation ou dans certains examens administratifs (pour le Conseil d'État, les consulats, etc.). Des diplômes d'études supérieures pourraient être accordés pour des travaux d'enquête déjà originaux. Ils donneraient les mêmes droits que les autres diplômes du même niveau délivrés dans les Facultés, en vue de l'agrégation. Au sommet, un *doctoral ès sciences du travail,* où convergeraient des disciplines aujourd'hui disjointes de toutes les Facultés, affirmerait que la principale science expérimentale, celle qui supposerait la connaissance de tous les agents naturels, mais aussi de toutes les énergies de l'esprit, est la science du travail humain.

***

Le jour où de notre enseignement supérieur, réorganisé à l'usage de la démocratie, sortiront les premières promotions d'ingénieurs recrutés parmi des ouvriers qui n'auront jamais quitté l'atelier, un grand apaisement social aura lieu. C'en sera fait du dogme de la lutte de classes, puisqu'il apparaîtra que les classes ne sont pas séparées.

Le jour où des praticiens-ouvriers siègeront dans des jurys de Faculté pour contrôler des enquêtes menées pour l'étude et l'amélioration des conditions du travail, un gros préjugé ouvrier tombera. Car un grand fait éternel apparaîtra à tous les yeux. C'est que la science est d'elle-même sociale et que, appartenant à tous, et bienfaisante à tous, elle supporte le contrôle de tous.

L'ouvrier français est en retard sur le paysan français d'une Révolution. La vente des biens nationaux, après 1789, a généralisé la propriété rurale parcellaire. C'est pourquoi le paysan veut la paix sociale. L'ouvrier, au contraire, rêve d'une Révolution, parce qu'il n'y a pas eu de 1789 industriel. La révolution industrielle, qui a rempli le XIXe siècle, a fondé des oligarchies financières nouvelles. Les normes du droit ouvrier nouveau, difficiles à définir, sont plus difficiles encore à appliquer. Nous proposons la première socialisation possible, celle du savoir. Il ne se peut que les métiers manuels

ennoblis par la science ne gagnent en force et en autorité sociale. Il n'arrivera plus aux ouvriers de l'avenir d'avoir à renoncer à une partie de leurs rêves, parce que leurs capacités auront été trop distancées par leurs ambitions. Le sentiment public accordera une égale considération à toutes les professions exercées avec science et avec dignité. Il n'y aura plus de luttes de classes, parce que la notion même de classe, héritage douloureux du passé, ne répondra plus à la réalité vivante des temps que nous sentons s'approcher.

DEUXIÈME ESSAI

La Rénovation présente des Universités allemandes et des Universités françaises

---

Conférence faite à l'ouverture des Cours et Conférences de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, le 6 novembre 1919

MESSIEURS,

Notre victoire, qui a exigé de prodigieux moyens matériels, est avant tout une victoire de l'esprit. Le peuple allemand, qui se disait le peuple des penseurs, c'est par un idéal supérieur qu'il a été vaincu. Les idées qui ont précédé nos soldats, comme des flambeaux de bronze et d'or, projetaient une si bienfaisante flamme et un éclat de vérité si magnanime que les nations libres du monde, une à une, n'ont pu s'empêcher de les suivre et se sont jointes à nous dans un ardent cortège. De toutes les surprises qui ont frappé le peuple allemand, la plus douloureuse, ç'a été de voir que les idées les plus hautes qui puissent émouvoir les hommes de notre temps et tirer d'eux le suprême effort aient pu être mobilisées contre l'Allemagne. (1)

Un dicton amer commence à circuler en pays allemand. Le maître d'école allemand, victorieux à Sadowa et à Sedan, a donc été battu de l'Yser aux Vosges durant cinq ans. Et par ce maître d'école, dont parle le proverbe, on a toujours entendu non seulement l'instituteur, sergent chargé d'instruire la masse du peuple, mais tout le régime scolaire,

---

(1) ANDREAS WALTHER, professeur d'histoire à l'Université de Berlin. *Neue Wege des deutschen Geistes*, 1919.

jusqu'aux cimes. La responsabilité des savants allemands a paru engagée gravement. Ils avaient su préparer des nappes de gaz asphyxiants. Leur peuple s'étonna qu'ils n'eussent pas préparé des nappes d'idéals, capables d'engourdir et d'étouffer la pensée adverse. L'autorité des Universités allemandes est à ce point centrale, le peuple allemand est si habitué à leur déléguer le soin de penser pour lui, qu'il retourne à présent contre elles sa déception et sa révolte. Il leur reproche de n'avoir pas préparé de dirigeants capables de discerner les mobiles profonds qui animent les autres peuples ; et de n'avoir pas su mener cette guerre des idées, qui se fait avec des méthodes qui leur échappaient.

Croyez que les Universités allemandes, elles aussi, elles d'abord, songent à leur revanche. Elles comptent faire les réformes nécessaires dans leur organisation et dans leur esprit. « La reconstruction de l'Allemagne, a dit un recteur éminent, sera d'abord intellectuelle. (1) » On m'a demandé, comme à un vieil aviateur, qui a souvent survolé l'Allemagne, et quelques régions idéales par-delà, de vous dire ce qu'il observe. Je vous apporte un bref compte rendu, comme celui de ces interprètes divisionnaires chargés d'établir au jour le jour l'ordre de bataille ennemi. Besogne modeste, mais à l'heure où l'on est impopulaire par le seul fait

(1) Eckert. Discours rectoral prononcé à l'inauguration de la nouvelle Université de Cologne, 12 juin 1919.

d'enseigner les choses d'Allemagne, je ne dois pas oublier que ce sont les informations d'un simple interprète d'allemand qui ont les premières fourni les éléments du glorieux communiqué de septembre 1914 : « L'ennemi, négligeant Paris, a obliqué de Senlis vers le sud-est... » Il me faut vous dire dès aujourd'hui que dans les offensives spirituelles qu'il prépare, l'ennemi d'hier ne « négligera » ni Paris ni la France ; et qu'il est résolu à assurer dans le monde la maîtrise de ses Universités, dont il n'a jamais douté.

I

L'étudiant qui fera demain outre-Rhin son *Iter germanicum*, trouvera un peu changée la carte des centres intellectuels qu'il lui faudra fréquenter. Trois Universités nouvelles, des plus grandes, ont surgi en pleine guerre ; et plusieurs des anciennes se sont élargies. Francfort-sur-le-Mein s'est ouvert sans faste en octobre 1914. Le grand commerce de Cologne n'a pas cessé d'alimenter de ses dons la grande Université inaugurée dans cette ville en juin 1919. Hambourg, par la fusion de tous ses Instituts, de toutes ses collections savantes, a cessé, un peu grâce à nous, d'hésiter s'il ne serait pas un Institut colonial : et il devient une Université monstre. A Berlin, l'Université allonge, des deux côtés de sa cour d'honneur fleurie, deux somptueuses ailes nouvelles, le long de l'avenue des Tilleuls.

Il faut dire l'idée directrice de ces agrandissements. Le *curriculum* de l'étudiant allemand a toujours été libre à son début, mais il a toujours abouti à un terme pratiquement imposé. L'étudiant débute par une petite Université d'initiation qu'il choisit, et il termine par une *Université d'examens*, qu'il choisit moins. Un heureux hasard a placé presque toutes les *Universités d'initiation* dans un riant paysage, parmi des jardins ombragés et au milieu d'un nombre providentiel de brasseries. L'*Université d'examens* est située dans quelque résidence où foisonnent les ministères; et ces ministères désignent les jurys, qui cooptent les futurs fonctionnaires. Même en France, ne remarquons-nous pas que les années où nous siégeons dans un jury d'État, notre auditoire d'étudiants nous adresse l'hommage d'une assiduité plus complète et que, ces années-là, on nous regarde comme de plus importants personnages? Ainsi en va-t-il en Allemagne, et c'est pourquoi ce sont de rares étudiants qui achèvent leurs études loin de l'Université qui les examinera.

Cette différence de destination dans les universitée crée entre elles une grave division du travail. A l'Université d'initiation, qui reçoit en majorité de jeunes étudiants, une vie d'idylle permet de compléter lentement la culture générale. La petitesse des villes ne permet pas un grand outillage et de vastes bibliothèques. Les études n'y peuvent pas être poussées à l'extrême spécialisation.

L'Université d'examens au contraire lutte contre la difficulté de concilier la tâche scientifique avec la tâche de former des fonctionnaires. La ténacité des Allemands réussit parfois à porter le double fardeau, à ne pas succomber sous le poids des examens innombrables, à ne pas comprimer la science sous les nécessités de la formation professionnelle des candidats. Toutes les Universités prussiennes souffrent cependant de ce fléau. Et si Berlin y échappe, comme Munich et Leipzig, c'est parce qu'elles suffisent à tout, à force d'étendue. Il n'en est pas moins vrai qu'il a fallu intercaler entre l'Université d'initiation, trop riante, et l'Université d'examens, trop esclave du travail professionnel, de nouvelles Universités de travail scientifique, qui accueillent des étudiants mûrs et en font des hommes cultivés et des savants. Les Universités récemment fondées, Francfort, Cologne, Hambourg, se proposent de devenir et de rester de telles Universités d'études désintéressées, de n'être que cela, de concurrencer par leur puissance les petites universités trop mal outillées et, par leur liberté devant l'État, les Universités où se recrute le fonctionnarisme. Elles sont l'œuvre pédagogique la plus grande et la plus indépendante que l'Allemagne ait tentée depuis 1870.

Quoi de plus enviable, en effet, que de n'être limité ni par la pénurie des moyens ni par une tâche professionnelle trop étroitement imposée? A une Université de travail désintéressé, que

demande-t-on ? Une originalité, un *genius loci*. Hambourg tire du voisinage de la mer sa préoccupation maritime et compte attirer tout l'étranger anglo-saxon et américain. Cologne est assise en plein centre industriel rhénan. Francfort se voit, en rêve, devenir la grande éducatrice sociale de l'Allemagne du Sud. Toutes prétendent servir une politique intellectuelle nouvelle; évangéliser par leur apostolat des régions vastes; élever dans de puissantes villes laborieuses le niveau général de la culture et, puisque ce mot d'ordre est donné, de faciliter « l'ascension aux capacités » ; (1) elles songent avant tout à appeler à elles « des hommes, encore des hommes, toujours des hommes ». (2)

Ces grandes Universités sont nées de l'agglomération d'Instituts préexistants. Instituts préparatoires souvent, comme l'Institut de langues et l'Institut commercial de Hambourg ; Facultés déjà complètes comme l'immense Faculté commerciale de Cologne ; Instituts de recherche pure et supérieure, comme l'Institut Ehrlich de Francfort, ou l'Institut colonial hambourgeois. Elles groupent désormais ces îlots distincts. Aussitôt, c'est une grosse question qui se pose : quelle est la part des Instituts dans la Faculté? quelle est la proportion de la recherche originale et de l'enseignement qui vulgarise ?

(1) V. Hermann Schumacher, *Zur Hamburger Universitaetsfrage* (Schmollers Jahrbücher, 42e année, t. I, 1918).
(2) Hermann Schumacher, *loc. cit.*

Des savants auront toujours l'ambition de se vouer à la recherche pure. Il ne faut pas que cette ambition soit trop exclusive. L'Institut de recherche pure, un Institut Ehrlich à Francfort, les Archives économiques westphaliennes et rhénanes de Cologne, où toute l'industrie du Rhin s'approvisionne de renseignements, l'Institut tropical de Hambourg, les Instituts berlinois de la fondation Empereur Guillaume II, s'ils sont des ruches actives où s'élaborent les informations nouvelles, ne sont pourtant pas des pépinières où se forment les chercheurs. Ils résolvent des problèmes qui demandent du temps et des moyens dont ne dispose encore aucun étudiant. Il s'y crée de la science, mais par un personnel trop lentement renouvelé. Le créateur même de l'Institut, peut vieillir, et avec lui son Institut décliner. Pour le rajeunissement constant de l'esprit, rien ne vaut le contact de la jeunesse ; et si l'enseignement est une lourde charge, il est aussi un enrichissement du maître, un contrôle de soi incessant, qui oblige à se critiquer, à se renouveler et à s'élargir. Il vaut donc mieux une forme d'Institut qui plonge dans la vie même de l'Université. C'est ce que disent, après expérience, ces hommes, juristes, économistes ou hellénistes, chargés de mener à bien la réforme, et on peut se fier à leur expérience de l'organisation. (1)

(1) Hermann Schumacher, *loc. cit.* — U. Von Wilamowitz-Moellendorf, *Rede Zum Jahresfeste der Universitaet Berlin.*

Ainsi une Université nouvelle de travail scientifique se compose d'une agglomération d'Instituts. L'Université les absorbe ou les libère; se les rattache intimement ou ne les retient que d'un lien lâche. Les plus élémentaires lui servent à se protéger de l'encombrement par les non-initiés. Chacun de ces Instituts vise à donner une préparation complète dans toutes les ramifications d'une discipline entière. L'Institut nouveau des études anciennes à Berlin, le plus parfait du genre, groupe à la fois des études de langues, d'archéologie et d'histoire pour tous les peuples de l'antiquité, et il impose à tous ses membres cette triple initiation philologique, archéologique, historique. Un corps *d'assistants*, même pour les lettres, restera désormais aux côtés des maîtres, parce qu'il est bon que quelques-uns des meilleurs étudiants apprennent longuement près des maîtres et, partageant leur vie de travail, les voient étudier, tâtonner et errer parfois; enfin, parce que la maîtrise est une longue expérience qu'on n'acquiert pas seul.

L'Université allemande nouvelle, qui a été autrefois un ensemble de cours, est donc, aujourd'hui, un ensemble de laboratoires. Y aura-t-il même encore des cours? Ils seront remplacés souvent par des *colloques*, à l'américaine; par des discus-

3 août 1916, dans ses *Reden aus der Kriegszeit*, fasc. V. — Eckert, *loc. cit.*, est plus convaincu de la nécessité de rattacher à l'Université des Instituts de recherche pure.

sions non sur des points de détails, mais sur les matières générales de la science. L'Université allemande se rend compte qu'elle faisait trop comme si l'imprimerie n'était pas encore inventée; qu'elle récitait par cycles des cours restés immobiles, parfois dépassés par les livres. Or, comment ajouter à ce qui est dans les livres, si ce n'est en discutant ces livres déjà supposés connus? Ce sont donc les étudiants les plus avancés qui discuteront, et le maître présent ne sera que l'arbitre attentif, celui qui redresse et qui juge l'élève, qui rectifie aussi les livres utilisés et enfin ajoute ce qui n'est pas encore dans les livres.(1) D'une façon platonicienne, le cours se construira par le dialogue, par larges idées générales débattues et vérifiées dans des exercices pratiques sans nombre. Serait-il donc vrai que la démocratie et ses mœurs parlementaires montent jusque dans l'organisation monarchique des anciennes Universités allemandes?

Ce sera peut-être la démocratie; mais une démocratie industrielle ; et nous en connaissons de longue date les méthodes, qui sont des méthodes d'atelier à travail très divisé et coordonné. La recherche avance par des milliers de travaux d'élèves, ajustés l'un à l'autre. Un laboratoire accumule des milliers de monographies pour une

(1) Martin Hobohm, privat-docent à l'Université de Berlin. *Das Kolloquium als akademische Unterrichtsform* (Preussische Jahrbücher, 1917).

syntaxe comparée à paraître dans vingt ans, comme un autre attelle des chimistes par centaines à une série d'albuminoïdes. La force de la science allemande a été ce travail collectif, cette *Massenforschung*, qui repose sur l'utilisation immédiate des résultats de détail. Elle assure ainsi son avance certaine, méthodique, taylorisée. C'est moins l'étudiant qui travaille que l'atelier, et le travail se fait au profit des grands patrons de ces usines de science. Eux trustés, soutenus par une vaste organisation de publicité, par une ancienne clientèle répandue dans tous les pays, et avec l'organisation plus forte encore de la librairie allemande derrière eux, voilà la puissance de la science allemande dans le monde.

Elle travaillera demain contre nous, comme hier, soyons-en sûrs et, comme hier, se rendra indispensable. Elle attachera ses jeunes économistes par centaines à l'étude de la vie chère; ses juristes à l'étude des mille problèmes de la reconstruction nationale. Elle nous épie déjà. En pleine guerre, elle dépeçait la planète, la distribuait par morceaux à ses séminaires. Kœnigsberg a reçu tout le monde slave. Berlin partage avec Halle, Münster, Breslau, l'Orient proche et l'Orient lointain, des Balkans à la Chine. Greifswald et Kiel ont le Nord scandinave. Francfort-sur-le-Mein préfère l'Amérique. Berlin encore, avec Bonn et Marburg, scrutent les nations latines, les Néerlandais et les Flamands. La France et l'Angleterre seront étudiés partout. Si

l'échec de la guerre tient à ce qu'on ignorait trop l'étranger, il faut que tout Allemand désormais sache la langue, les institutions, l'histoire, les ressources économiques des peuples du dehors. Certes, il y a en Allemagne aussi des conjurations de petites filles qui, par haine de la France, refusent d'apprendre les fables de La Fontaine; (et c'est sans doute La Fontaine qui en pâtit!) Mais jamais l'ensemble de la nation, sous prétexte que l'étranger y est impopulaire, ne refusera de l'étudier, comme on fait étourdiment chez nous, quand la prudence seule inciterait à ne pas le méconnaître. (1)

La pensée dirigeante, c'est d'élargir l'horizon de la pensée allemande par une nouvelle culture humaine. Si cette pensée triomphait, ce serait une grande innovation. L'Allemagne se rend compte qu'elle a abusé de la spécialisation. Elle a fait trop d'esprits parcellaires; et c'est trop peu de dire qu'il n'y a pas surgi de grands esprits : c'est son esprit total et collectif qui, dans la phase historique de son hégémonie, n'a pas été grand. Avec son esprit méthodique et son réel courage, elle le déclarait par la voie du Recteur de Cologne :

---

(1) Les Allemands ont une ambition plus haute : « L'utilité seule ne décide pas. Dante et Michel-Ange ne perdent rien de leur immortelle grandeur du fait que les Italiens d'aujourd'hui ont mérité notre mépris légitime... Nous voulons dans tous les domaines prouver notre supériorité allemande ». WILAMOWITZ-MOELLENDORF, *Rektoratsrede*, 15 oct. 1915 (*Kriegsreden*, fasc. IV, p. 14).

L'unité dont sont parties les sciences, il nous faut la ressaisir et la garder. Le temps des Facultés spécialisées est révolu. Plus que jamais il faut aujourd'hui faire place à un *studium generale* qui assure à chacun la possession entière de tous les éléments de la culture. (1)

Ainsi renaît à la vie le sentiment que contenait la vieille parole de Mommsen :

La science ne souffre d'aucune entrave aussi gravement que des entraves où elle s'est mise elle-même par la séparation des disciplines. Les lignes rigides qui séparent les spécialités sont comme des murailles et s'opposent à tout échange vivant et continu.

En attendant que tombent ces murailles, il reste à les percer d'ouvertures nombreuses. Il reste à ouvrir la cité des sciences sur la cité réelle. Les Universités allemandes appelleront beaucoup de praticiens, des ingénieurs, des armateurs, des négociants, des administrateurs, des hommes politiques, à leur exposer, dans des conférences fréquentes, les résultats de leur expérience. Un corps d'Instituts de recherches appuyés sur des proséminaires nombreux et enveloppés d'un réseau de cours de vulgarisation vivante et étendue, confiés à des non spécialistes, le tout porté par une coopération d'étudiants socialement et civiquement active, et qui ira jusqu'à prendre part à la gestion

(1) Eckert, *Discours de Cologne*, déjà cité. — V. aussi Ferdinand-Jacob Schmidt, professeur de philosophie à l'Université de Berlin, *Die paedagogische Denkschrift der Universitaet Goettingen* (Preussische Jahrbücher, octobre 1915).

des Universités, tel est l'aspect du nouvel enseignement supérieur que se donnera l'Allemagne. (1)

II

Ce serait peu de l'avoir décrit matériellement. C'est son esprit qu'il faut connaître. Si cet esprit restait ce qu'il fut avant la guerre, tout l'avenir serait plein de menaces ; et notre victoire aurait à se compléter par une victoire définitive dans le futur.

Il y a eu parmi les savants allemands des hommes assez clairvoyants pour se dire que la classe de dirigeants sélectionnés par ces Universités, et la bourgeoisie moyenne qui en sort, sont la cause vraie de l'isolement allemand dans le monde. Cette sorte de réalistes robustes, utiles et utilitaires, méthodiques, mais inaccessibles à toute grande pensée, croyants en la force seule et dédaigneux de tous les peuples, est ce qui a coalisé les peuples contre l'Allemagne.

C'est notre principe de sélection lui-même, dit l'un d'eux, qui crée d'emblée contre nous l'encerclement. (2)

(1) U. Von Wilamowitz (3 août 1916) promettait une « représentation des étudiants » dans la gestion de l'Université de Berlin. M. Eckert, recteur de Cologne, souhaite *einen Einfluss der Studirenden auf die Universitaetsaufgaben, ein Mitbestimmungsrecht der Studenten... » (Loc. cit.)*

(2) Alfred Weber, professeur à l'Université de Heidelberg, *Gedanken zur deutschen Sendung*, 1915, p. 20-24.

Inutile d'accuser aucun tsar et aucun roi d'Angleterre. Il suffit que cette sorte d'Allemands se montre, balafrée et plastronnante, c'est-à-dire, après tout, les Allemands moyens de l'époque bismarckienne, et la répulsion universelle les enveloppe. Or, les Universités allemandes ont amené cette sélection de dirigeants. Elles ont formé cette classe moyenne. Il faut savoir si elles comprennent et assument cette responsabilité. Messieurs, nous avons lu avec surprise autrefois le manifeste des 93 intellectuels. Qu'est-ce que 93 ? Si je compte bien, il y a environ 3.000 professeurs notables qui tous déclarent dans des brochures de guerre qu'il n'y a jamais eu de militarisme allemand.(1) On peut en compter 3.000 autres qui comptent le militarisme au nombre des garanties élémentaires de la liberté allemande et de la civilisation humaine. Je ne dis rien de ceux qui restent, uniquement parce qu'ils n'ont pas écrit de brochures. D'où vient ainsi que la totalité des professeurs allemands ait été orientée vers le passé ? Est-ce inexpérience politique ? (2) Mais ceux que le peuple allemand considère comme une si grande part de la conscience nationale, s'ils sont inexpérimentés, que vaudra la conscience nationale qu'ils doivent guider ?

---

(1) Walther Schücking, professeur de droit international à Marbourg, *Die deutschen Professoren und der Weltkrieg*, 1919.

(2) Meumann, prof^r de pédagogie et d'esthétique à l'Université de Hambourg, *Zeitfragen deutscher National-Erziehung*, 1917.

Dans la grande ruine présente, où l'Allemagne a été réduite par l'animadversion du monde, n'est-il pas vrai alors que l'homme du peuple déçu et l'intellectuel tombé de la hauteur de ses espérances ont raison de reprocher aux universitaires de ne les avoir pas mieux éclairés ?

Or, il y a deux raisons profondes pour lesquelles s'est trouvée aveugle la science des universitaires allemands :

1° La première, c'est une prétendue impartialité historique qui engendre le plus aristocratique scepticisme. Ils ont allégué toujours qu'il fallait distinguer entre la recherche du vrai et les nécessités de l'action politique. Tout entiers aux choses du passé, ils croient savoir que toute institution, toute opinion, toute particularité nationale ou politique a sa légitimité relative. L'État politique présent avait pour eux le mérite d'exister ; et c'était de quoi séduire leur historisme. Et le succès même du régime impérial, soutenu par l'obéissance enthousiaste des foules, leur paraissait déjà lui constituer un droit.

2° Mais cette élégante et passive neutralité, qui ôtait aux universitaires jusqu'à la moindre velléité d'opposition, non seulement faisait durer l'attachement de la nation au régime : elle se transformait en apologie active. Leur critique ne repoussait plus seulement les objections doctrinaires des libéraux. Elle allait jusqu'au panégyrique. L'État fonctionnariste, aristocratique et monarchique, ce

mécanisme au fonctionnement robuste et exact, qui produisait comme à coup sûr, la richesse et la force, les savants, par historisme, l'admiraient. Serviles non devant le pouvoir, mais devant les faits, alors que ces faits n'étaient que des survivances humaines modifiables, c'est en fait la servilité de tous qu'ils maintenaient. Ils devenaient complices par le cœur du régime de caste ancien. Comment auraient-ils convaincu les démocraties étrangères contre lesquelles luttait l'Allemagne?

Dans la guerre d'idées qui donnait son sens à l'autre guerre, ils n'ont pu que préparer la défaite; et ils n'ont pu saisir la direction de la Révolution, parce qu'ils n'étaient pas animés eux-mêmes d'une pensée novatrice. Or l'innovation dans les moyens techniques, où ils excellent, ne peut rien sans une grande pensée humaine qui pose des fins nouvelles.

La science allemande n'est pas humiliée de n'avoir pas compris la pensée des démocraties d'Occident. Dans la méprise qu'elle a commise par haineux orgueil, elle voit seulement une erreur de calcul à ne pas recommencer. Elle reconnaît aux démocraties un sentiment unitaire vigoureux, intolérant et enflammé, qui est une force. Elle leur attribue un goût de déformer les faits par des idéals où elle voit facilement de l'hypocrisie; et elle tient le réalisme cynique de l'Allemagne pour une franchise préférable. Mais elle s'incline là aussi devant les faits; et la contagion démocratique ayant gagné l'Allemagne, les Universités allemandes seront dé-

mocratiques. Elles soumettront à l'analyse, dans tous leurs Instituts, l'esprit des démocraties, le distilleront, en referont à l'usage du peuple allemand une préparation nouvelle, si pure qu'elle pourra servir pour l'exportation. Verrons-nous alors se propager parmi nous ces doctrines? Seront-elles faites pour nous ypériter ou pour nous convaincre? Sera-ce un dernier stratagème de la guerre ou une sincère croyance? L'œuvre est dès maintenant conçue comme une mission nationale, et commencée comme une grande tentative à la fois de science et d'action. L'art royal nouveau sera d'inventer pour le peuple allemand démocratisé, des idées capables, en le fanatisant, d'aimanter aussi la pensée de tous les peuples.

III

Cette paix de vigilance où nous entrons ne se transformera en paix profonde que si l'Allemagne d'abord désarme en pensée. Mais, à notre tour, disons-nous que notre armement à nous, pour vaincre dans cette paix, devra être intellectuel.

Quelle rénovation de nos Universités opposerons-nous à l'œuvre ambitieuse de rénovation allemande?

Je ne parlerai pas ici de notre organisation matérielle. Nous n'avons pas fondé Cologne: il nous suffit d'avoir reconquis Strasbourg; et c'est là

certes une excellente « tête de pont intellectuelle sur le Rhin ». (1) Nos Universités ne manquent pas d'Instituts scientifiques. L'Université de Lyon en possède jusqu'à Tamaris-sur-Mer et à Beyrouth ; Paris a semé les siens jusqu'aux rivages de Roscoff, de Banyuls, de Vimereux et de Nice. Une cité nouvelle de palais scientifiques s'élève non loin du Panthéon. Me plaindrai-je alors de l'étroitesse où loge notre Faculté des Lettres ? Est-il impossible puisque notre Institut de grec compte des explorateurs qui reviennent de Mantinée, de Delphes, d'Olympie et d'Asie Mineure, d'y installer au moins les moulages ou les réductions des monuments qu'ils ont eu la gloire de découvrir ? Quelle meilleure leçon donner à leurs élèves sur la « science qui se fait », et quel stimulant plus efficace ? En présence du confortable mérité où s'installe notre École des langues orientales vivantes, est-il permis de rappeler que nous sommes un peu devenus l'*École des langues occidentales vivantes ?* que la langue française est une de ces langues, et que notre Institut de français loge dans l'humble cul-de-sac d'un de nos couloirs ?

Faisons taire ces regrets. C'est par l'esprit qu'il faut tâcher d'exceller. Songeons aux maîtres morts dont on vous a rappelé la vie. Continuer leur

(1) Eckert, *loc. cit.*, dit noblement : « Koeln, ein Brückenkopf im geistigen Sinne, ein Stützpunkt für die von den Besten ersehnte Annaeherung der Nationen. »

œuvre serait déjà faire œuvre parfaite. Ils nous ont appris à ne pas produire comme une usine. Avec eux, nous considérons que produire, ce n'est pas seulement multiplier les monographies, ce n'est même pas publier des livres, bien que les livres soient nécessaires. Produire, pour nous, c'est former des esprits. Enseigner, diriger des travaux, ce n'est pas enrégimenter de jeunes savants par bataillons serrés ; c'est, après leur avoir appris à comprendre les faits d'une façon vérifiable à tous, éveiller des vocations, stimuler des originalités, amener à la lumière *(producere)* par des voies que l'esprit seul choisit, des vérités nouvelles.

Nous aussi nous voulons la fin de la spécialisation excessive que nous n'avons pas inventée. On veut que les cloisons tombent entre les Facultés ? Nous avons déjà créé à Alger, et un scrupule inexplicable a seul empêché que ne fût réalisé à Strasbourg le modèle d'une Université qui serait un groupement d'Instituts où les spécialités voisineraient au gré des recherches de chacun et selon les besoins changeants de la science. Une licence d'Université est dès maintenant urgente, où pourront se combiner, au choix des étudiants, des certificats de toutes les Facultés, des lettres ou de droit, de sciences ou de médecine. Quand cette licence verra le jour, elle dissociera peu à peu l'ancienne organisation par Facultés.

Les Universités allemandes trouveront en nous de bons voisins, s'il est vrai qu'elles veuillent re-

nouer de vieilles traditions pédagogiques de l'époque humanitaire. Au dire du vieux Niemeyer (1805), le but d'une bonne formation de l'esprit est de former jusqu'à la perfection dans le spécialiste lui-même « ce qu'il y a de proprement humain chez l'homme ». Rien de mieux, mais nous relirons, nous, notre Descartes; et nous ne le désapprouverons pas d'avoir conduit sa besogne de façon qu' « entre toutes les occupations des *hommes purement hommes*, elle soit celle qui soit le plus solidement bonne et importante ». (1) M. Lanson, dans ces leçons récentes par où il nous a reconquis intellectuellement la jeunesse de Strasbourg, qui nous avait toujours appartenu par le cœur, nous a rappelé ou fait découvrir que le vrai, aperçu par une raison présente en tous, est pour les Français du XVIIe siècle la source du beau à la fois et de la vertu; et que l'idéal de l'*honnête homme* n'a été que l'affirmation de cette croyance en « la supériorité de la raison universelle sur le savoir spécialisé ». N'est-ce pas dire qu'en faisant œuvre de raison, nous faisons déjà œuvre sociale? Descartes fondait sur la conscience même de cette pensée rationnelle en nous, la preuve la plus sûre de notre existence, et en cela l'idéalisme d'un Kant le prolonge: approfondir cette pensée, comme les Français l'ont essayé depuis, ce n'est pas la contredire. Ç'a été un cartésien et un kantien que Dürkheim; et cependant il

(1) *Discours de la Méthode*, t. I, 3.

n'aurait pas dit: *« Je pense, donc je suis »;* il aurait dit: *« Je pense, donc nous sommes »*. Dans la pensée individuelle elle-même, il aurait reconnu le social. Il n'aurait pas écrit la *Critique de la Raison Pure*, mais la Critique de la raison née de l'effort collectif et expérimental qui a édifié l'humanité. Quant à nous, forts de cette tradition vieille de trois siècles, nous affirmerons que toute science n'est qu'un service d'informations organisé par une pensée impeccablement assujettie aux faits, mais à des faits critiqués par la raison pour le profit de la vie de tous. Or, il nous faut parfaire l'éducation qui enseigne le sens de la vie sociale et prépare l'individu à y prendre sa place.

Dans cette sélection des plus aptes que la société exige de nous passionnément, notre besogne à nous est à coup sûr celle de la science, mais elle n'est plus celle de la science seule. La science n'aurait pas suffi durant la guerre, si la vie n'avait accompli en nous tous une autre œuvre, éducative et citoyenne. Il faut faire délibérément ce qui s'est fait alors dans un sentiment instinctif et immédiat. En tous les hommes, spécialisés par le métier et par la science, il faut refaire la plénitude de l'humanité. Dans la collectivité déchirée, il faut refaire l'unité humaine. La plénitude de l'humanité en chacun, nous le sentions bien aux heures de la guerre, n'est pas de savoir, mais *d'agir*. La plénitude de la vie sociale, ce n'est pas la dispersion dans des métiers disjoints, dont l'un est celui du

savant et l'autre celui du travailleur, mais le travail coordonné de tous et orienté par une grande idée.

L'humanisme d'autrefois aussi prétendait refaire l'homme. Il ne faisait que des humanistes, c'est-à-dire des échantillons délicats, mais spéciaux d'humanité. L'école humaniste d'autrefois ne s'est jamais adjoint même une palestre, ni l'ancienne Sorbonne un terrain de jeux athlétiques pour s'y distraire des études qu'elle prétendait copiées des Anciens. L'Université nouvelle sera l'Université du travail intégral, corps et esprit.

L'Allemagne aussi se préoccupe ardemment de la sélection des plus aptes. Elle la réalise par le bas, par un élargissement prodigieux de l'école primaire et professionnelle. Nous, il nous faut être les premiers à la réaliser par le haut. Il faut demain ouvrir nos Universités à la classe ouvrière entière ; mieux encore il faut que la classe ouvrière, eu tant qu'ouvrière, enseigne dans nos Universités. Ne disons pas non. Cela est l'urgent devoir, le devoir de demain, non pas celui d'après-demain. Il y aurait péril à l'ignorer et la science elle-même y gagnera.

Toutes les sciences sont nées de la pratique et ont besoin d'y rester soudées. Un électricien, du niveau d'un professeur au Collège de France, peut ignorer (car il me l'a confié) comment fonctionnera une installation électrique industrielle de premier ordre. Il faut donc qu'il retourne à l'usine. Mais inversement, un chef de syndicat métallurgique,

après vingt ans de routine bureaucratique, ne peut plus comprendre les changements apportés par la guerre à l'outillage de son métier. Il ne peut pas débattre les conditions de travail, de risque et de fatigue entraînées par cet outillage. Il faut donc qu'il retourne sur les bancs de l'école ; et cette école ne peut être que l'Université. Notre droit est né d'une société qui ne connaissait pas la vaste coopération des usines modernes. C'est pourquoi nos juristes, de société bourgeoise, ont peine à comprendre l'idéal des ouvriers industriels. Il faut donc qu'ils fraternisent avec eux. S'il y a une supériorité des historiens français, dans l'étude même des sociétés antiques, elle vient à coup sûr de ce qu'elles ont l'expérience civique d'une démocratie que les Allemands n'ont jamais connue.

Mais à leur tour, nos ouvriers, quelle idée se font-ils de la valeur de la précieuse marchandise qu'ils vendent, leur travail? Ils la préconisent en circulant par cortèges bruyants. Ils brandissent des oripeaux de couleur. Ainsi faisaient autrefois les marchands devant les baraques foraines. Ils vocifèrent des menaces ; et ainsi faisaient autrefois des maquignons ou des bouviers, qui les yeux injectés de colère, débattaient le prix de leurs bêtes à coups de poing sur la table des auberges (1). Ni les oripeaux, ni les menaces n'ajoutent un argument dont puissent faire état les méthodes scienti-

(1) Pierre Hamp, *Les Métiers blessés*, p. 161-167.

fiques du commerce moderne. Pourtant les ouvriers peuvent-ils faire autrement, puisqu'on ne leur a pas appris comment s'établit un prix de revient sur le marché du monde? Comment sauraient-ils le possible, quand les patrons en font leur secret? Comment sauraient-ils le juste, quand ils voient, en pleine guerre, des hommes puissants s'enrichir du désastre public?

Dans cette grande œuvre, que la démocratie poursuit par diverses voies de nivellement politique ou économique, et qui consiste à dissoudre les classes, l'Université a la tâche la plus noble : elle apporte les lumières. Mais il faut qu'elle les apporte à tous et donc qu'elle s'ouvre à tous. Elle ne doit ajouter aucune barrière factice à celles que laissera subsister, en dépit de tous les efforts, la préparation insuffisante de quelques-uns. Or, dans cette Université, il n'y aurait plus de Facultés distinctes et jalouses comme les corporations artisanes d'autrefois, mais des Instituts groupés autour d'un Institut central : l'Institut du travail. Ou plutôt une grande Université serait ceinturée de tels Instituts. Elle en aurait un dans tous les faubourgs de la ville. Ce serait un point de rencontre entre les hommes de science et les hommes du travail manuel.

La médecine apporterait à l'Institut du travail tout ce qu'elle sait de l'hygiène de l'atelier et du logis, des maladies professionnelles, des poisons industriels, de la fatigue physique et mentale; les sciences, toutes les applications des sciences exactes

et expérimentales aux arts et métiers; les juristes feraient la critique interprétative de notre droit social et administratif; — les lettrés diraient toute l'histoire du travail et des faits économiques; — les liens qui rattachent l'existence et l'industrie humaine au sol; l'histoire des grandes idées en lesquelles les hommes ont cru et pour lesquelles ils ont souffert; les croyances périmées ou vivantes, les grands idéals sociaux, les morales des anciens temps et la morale éternelle. Je n'ai jamais entendu qu'une représentation du *Prométhée* d'Eschyle, mais c'est devant des ouvriers qu'étreignait une silencieuse émotion, parce qu'il leur semblait que la force et la violence clouaient sur le rocher tout le labeur inventif de l'homme.

Puis, à leur tour, les ingénieurs ou commerçants enseigneraient leur notion de la structure intérieure des usines et des grands entrepôts, l'organisation des équipes, tandis que des ouvriers choisis parmi les meilleurs chefs, praticiens égaux à des hommes de science qualifiés, enseigneraient leur expérience syndicale ou coopérative, leur notion du droit ouvrier et les formes de la discipline nécessaire.

Pas une école de technologie ou d'agriculture qui ne doive envoyer là ses élèves terminer leurs études; pas une usine qui n'y doive déléguer ses meilleurs cadres; pas un ingénieur-conseil; pas un inspecteur du travail, pas un fonctionnaire des assurances sociales, des travaux publics ou des municipalités, qui ne doive en sortir. Pas un ouvrier

ambitieux, à présent qu'il a du loisir et de l'épargne, qui ne doive se sentir chez lui dans cette maison scientifique du peuple; et à l'ancienne fierté, à l'ancien amour du métier, il ajoutera la certitude de la noblesse reconnue aux métiers par leur nécessité sociale.

Il y apprendra que la science a fait des révolutions infiniment plus profondes que l'émeute, et toutes au profit du plus grand nombre. Car aucune fraternité n'est plus certaine que celle de la science et du travail.

La sélection des plus aptes ne consiste pas à enlever à la classe populaire ses forces spirituelles pour les porter au service de la classe bourgeoise. Elle consiste d'abord à élever tout le niveau du peuple. Rien n'est changé si le fils d'un journalier peut devenir magistrat. Mais si tous les ouvriers doués peuvent accéder à une haute culture de l'esprit et à une haute culture morale, au jour où ils occuperont dans la cité les situations non subalternes, mais décisives qu'ils méritent, leur façon de gérer les intérêts ouvriers s'en ressentira pour le bien de tous.

Ils apercevront qu'aucune phrase ne tient contre l'expérience, mais qu'une idée vraie résume l'expérience. Aucune civilisation ne se transforme d'un coup, et son progrès même suppose des vertus longuement acquises. Tout cet acquis, il s'agit de le mettre à la disposition de tous à jamais. Quelle civilisation nous ferions, si nous pouvions joindre

l'esprit héroïque de l'antiquité à la conscience professionnelle des métiers d'hier, « la bravoure de la vieille aristocratie, l'invention de la vieille bourgeoisie et l'éternelle patience du peuple ! » (1)

Est-ce là de la chimère? Il semble que ç'ait été cinq ans la réalité. Dans nos armées se sont conciliés le labeur tenace des soldats, l'inventivité des chefs et le suprême courage de tous. On acceptait la gamelle boueuse de chaque jour pour voir au terme se lever l'aube d'une victoire juste. L'humanité nouvelle de demain ne veut rien de plus, mais cela elle le veut puissamment. « Elle voudra la conduite correcte du métier et une morale héroïque; le pain de chaque jour et la justice d'un dernier jour ». (2)

Ces paroles sont d'un instituteur syndicaliste, fils d'ouvrier, ancien élève de Bergson et de Tarde, ancien élève de Saint-Cloud, ancien élève de la section d'allemand à la Sorbonne, Albert Thierry, tué à Aix-Noulette en 1915. Il les a pensées avant la guerre et développées dans un ouvrage écrit dans la tranchée. (3) Ainsi notre rêve ne peut atterrir qu'auprès des tombes de la grande guerre. Notre

---

(1) Albert Thierry, *L'Éducation générale supérieure* (*Vie ouvrière*, 5 août 1912).

(2) *Ibid.*

(3) Albert Thierry, *Les Conditions de la Paix ;* achevé 1915, publié 1918.

pensée ne peut quitter nos morts. Nos espérances les plus audacieuses sont encore faites de leur souvenir. Puisse-t-il nous être donné de réaliser une part de cette France plus belle que leurs yeux ont vue, avant de se fermer ?

Table des Matières

Pages

Avant-Propos 5

PREMIER ESSAI

Les Instituts du Travail dans nos Universités :

I. Précurseurs de l'Idée 11

II. Les conditions nouvelles du haut enseignement ouvrier 31

III. Les Instituts du Travail unifieraient nos Universités 51

IV. Description d'un Institut du Travail 63

V. La clientèle des Instituts du Travail et la sanction de leurs études 100

DEUXIÈME ESSAI

La Rénovation présente des Universités allemandes et des Universités françaises 117

I. Le nouvel *Iter germanicum* 119

II. L'esprit des Universités allemandes 129

III. Les Universités françaises. Leur tâche sociale nouvelle 133

NEVERS
Imprimerie Nouvelle l'Avenir
(Association ouvrière)
1 et 3, rue du Rivage et 4, rue du Pont-Cizeau

1927

35 KPIP
1100035
1100035